

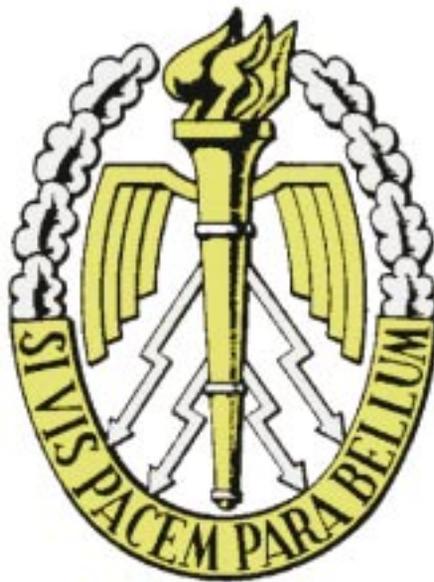
COMMANDEMENT DE LA DOCTRINE ET DE L'ENSEIGNEMENT
MILITAIRE SUPÉRIEUR DE L'ARMÉE DE TERRE



OBJECTIF DOCTRINE

NOVEMBRE 2000

C.D.E.S



**COMMANDEMENT DE LA DOCTRINE
ET DE L'ENSEIGNEMENT MILITAIRE SUPERIEUR
DE L'ARMEE DE TERRE**

EDITORIAL

"Objectif doctrine" est actuellement diffusé seulement à 2 000 exemplaires, en raison de diverses contraintes administratives légales. Cela signifie que de nombreux lecteurs potentiels ne sont pas atteints. Au moment où les revues se multiplient dans notre Armée de terre, on peut regretter que l'outil de communication de la doctrine officielle et, aussi, des réflexions libres – ô combien, si on en juge par le dernier article de l'actuelle livraison – ne puisse pas être plus connu.

Insuffisamment diffusé en France, peu lu à l'extérieur – malgré les abstracts en anglais –, voilà qui mérite réflexion au moment où plusieurs magazines recourent à l'Internet pour élargir leur lectorat. Une étude est engagée sur ce sujet au sein du CDES. Elle se nourrira utilement des remarques et des propositions formulées dans le questionnaire qui a été joint au dernier numéro et dont la rédaction espère de nombreux retours...

Quant à ce numéro, il accueille, pour la première fois, la contribution du professeur des universités Françoise THIBAUT, qui a rejoint en septembre le Centre de Recherche du CDES. Il accueille aussi une contribution sur la sécurité des activités et la responsabilité dans les armées, rédigée par le Colonel REVAULT d'ALLONNES, dont l'activité comme président de la réunion des ORSEM pendant plusieurs années est connue de tous. Mais il est aussi avocat... Enfin, il faut signaler un très intéressant article du chef de bataillon MARCHAND qui ouvre le débat, avec la fougue de la jeunesse, sur la doctrine.

En février 2001, "Objectif doctrine" diffusera un numéro spécial entièrement consacré à la simulation. Divers organismes ont été sollicités mais des articles de réflexion, voire des témoignages, pourront utilement compléter le sommaire prévu, pour peu qu'ils parviennent à la rédaction avant la fin décembre.

La rédaction

SOMMAIRE

DOCTRINE

Le droit et les opérations extérieures	Colonel MARTIN	4
Sécurité des activités et responsabilité dans les armées	Colonel REVAULT d'ALLONES	9
La "destruction innovante" des Européens	Professeur THIBAUT	12

ENSEIGNEMENT

Le Centre d'Organisation, d'Analyse et de Documentation (COAD)	Colonel VOUTE	21
---	----------------------	-----------

ETRANGER

Les opérations psychologiques dans l'armée britannique	Lieutenant CADET	24
---	-------------------------	-----------

LIBRES REFLEXIONS

Pour une doctrine du droit opérationnel	Chef d'escadron MASSONI	31
Phénomènes de masses et de foules	Capitaine BOURBAN	37
«L'intervention d'humanité» comme fondement juridique des opérations militaires au KOSOVO	Commissaire commandant NAUDIN	39
La crise de BiH sur l'horizon stratégique de l'Espagne	Commandant (ESP) IZQUIERDO	43
Enjeux et limites de la réforme doctrinale de l'Armée de terre	Chef de bataillon MARCHAND	48

LE DROIT ET LES OPERATIONS EXTERIEURES

*par le Colonel MARTIN
du CREDAT*

Si l'on admet bien volontiers que la France est un Etat de droit et que ce dernier s'impose naturellement à ses forces armées, on oublie généralement que le droit a pour seul but de réguler les rapports sociaux. Il vise donc à identifier les conflits potentiels afin de les éviter, ou, au moins, mettre en place un dispositif de résolution des conflits. Il est intéressant d'étudier s'il joue ce rôle dans les missions qui sont actuellement confiées à l'Armée de terre dans le cadre des opérations extérieures, et surtout de déterminer comment il peut concourir à la bonne exécution de la mission confiée au chef militaire.



A ce droit international public, vient s'ajouter, ensuite, notre droit national. Toutes ses dispositions valent en opération et doivent naturellement être respectées. De plus, comme le droit européen s'incorpore automatiquement dans notre droit interne, ses exigences doivent être également respectées. Il faut, de même, tenir compte du droit du pays hôte. Sauf disposition contraire explicite, c'est lui qui prévaut dans le pays dans lequel nos forces sont appelées à intervenir.

Enfin, il ne faut pas oublier le droit interne de chacun des pays qui participent à l'opération, notamment celui des contingents placés sous commandement français.

**BIEN QUE GENERALEMENT
COMPLEXE, LE CADRE JURIDIQUE
DE L'ACTION MILITAIRE EST LE
PLUS SOUVENT INCOMPLET**

Complexe, le cadre juridique de l'action militaire en opération l'est indiscutablement. Une opération interalliée, décidée à la suite d'une résolution du Conseil de sécurité et se déroulant sur un territoire étranger voit s'entremêler différents droits.

Le droit international public, tout d'abord. De très nombreuses conventions lient notre pays et concernent directement ses forces armées. On peut citer, par exemple, la charte des Nations Unies, les Conventions de Genève, mais aussi les accords de défense, ou même les accords de stationnements (SOFA) qui fixent les règles s'imposant non seulement aux forces qui stationnent mais aussi aux pays hôtes.

LAW AND OVERSEAS OPERATIONS

If one admits that France is a country where law prevails and that the latter applies naturally to its Armed Forces, it is often forgotten that the sole objective of law is to regulate social behaviours and relations. Thus it aims at identifying potential conflicts in order to avoid the latter or at least to set up a framework and a system to settle conflicts.

Therefore, it is interesting to observe the role of law in missions currently devolved to the French Army and above all how it may contribute to the fulfilment of the mission given to commanders.

Comme dans la plupart des règlements des forces armées des différents pays il existe une disposition interdisant "d'exécuter un ordre manifestement illégal", et que la définition d'un tel acte est simplement d'être manifestement contraire à la loi, la seule manière d'éviter de donner un tel ordre consiste à connaître, au moins dans les grandes lignes, chacun de ces droits.

Cette complexité du cadre juridique serait cependant acceptable si elle permettait de répondre à la plupart des besoins. Tel n'est pas le cas. En effet, les instruments juridiques mis à la disposition du commandement sont le plus souvent incomplets. Parfois ils manquent purement et simplement. Aucun accord ne fixe les modalités de stationnement de nos forces au Kosovo, l'accord militaire technique signé conformément à l'annexe 2 de la résolution 1244 ne saurait suffire à s'y substituer.

De même le droit du pays hôte est souvent incertain, surtout lorsque cet Etat n'est qu'un démembrement d'un Etat fédéral, comme dans le cas de l'ex-Yougoslavie. Lorsqu'il se déclare successeur de l'Etat démembré, le nouvel Etat déclare officiellement adhérer ou non à telle ou telle convention internationale. Il ne précise pas s'il hérite de toutes les dispositions de droit interne de l'Etat démembré. Il devient donc difficile de déterminer les dispositions applicables, et si celles qui sont invoquées par les dirigeants ou les citoyens du nouvel Etat le sont par souci de respecter la loi ou plus prosaïquement d'en tirer un bénéfice substantiel, notamment sur le plan financier.

Or, toute force déployée sur le terrain a besoin d'un cadre de référence. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'absence de référence juridiques n'augmente pas l'autonomie de décision, mais la bride, ne serait-ce qu'en requérant une décision de commandement pour tous les problèmes quotidiens.

La règle de droit peut donc ne pas exister ; mais même lorsqu'elle existe, elle est souvent incomplète. Pour ce qui concerne la règle de droit international, cela est dû à son mode d'élaboration. En effet, le propre d'un accord international est d'être fondé sur le plus petit dénominateur commun à chacune des parties. Lorsqu'un différend surgit lors de la négociation, l'attitude la plus courante consiste à gommer les points de désaccord. Cela peut être satisfaisant lorsque le but est d'obtenir un accord dans des délais raisonnables, cela ne peut l'être si l'on s'en réfère à la raison d'être du droit telle qu'elle a été énoncée en introduction. Gommer les difficultés permet peut-être de les identifier, cela ne donne pas au commandant sur le terrain les moyens de les aplanir. Ce phénomène apparaît à l'occasion de négociations hors état de crise ; les difficultés de mise au point du statut du Corps européen, de l'Eurofor, voire plus simplement de l'école franco-allemande de formation des pilotes du Tigre en sont l'illustration. Il est encore plus présent lorsqu'une force doit être déployée dans l'urgence pour mettre fin à un conflit.

Enfin, les instruments juridiques peuvent tout simplement ne pas être adaptés à la situation. Les textes internationaux sont le plus souvent très généraux, les textes français ou européens répondent à des besoins bien identifiés. Tous deviennent difficilement applicables dans les situations de crise. Il est, par exemple, légitime de s'interroger sur la pertinence du code des marchés publics pour satisfaire aux besoins immédiats d'une force de plusieurs milliers d'hommes déployée en urgence, parfois très loin de ses bases.

Le concept même de "paix-crise-guerre" contribue, enfin, à renforcer l'inadaptation des règles de droit aux exigences opérationnelles. Comme la crise n'existe pas en droit et que les opérations extérieures ne peuvent entrer dans le cadre de "l'état d'urgence" ou des "circonstances exceptionnelles", il faut

donc choisir de qualifier la situation de "paix" ou de "guerre". Mais, sauf en cas de légitime défense d'un pays, la charte des Nations Unies interdit la guerre, le droit applicable est donc celui du temps de paix. On demande donc aux unités de conduire sur le terrain de véritables opérations militaires telles que l'exécution de patrouilles ou la tenue de points de contrôle en milieu hostile, voire même de donner un assaut, en respectant des dispositions prévues pour réguler, en temps normal, et en métropole, les rapports sociaux. Il n'est pas certain que cela soit toujours pertinent.

CE CADRE JURIDIQUE PESE NEANMOINS BEAUCOUP SUR LA MANŒUVRE

Il fixe la mission, en détermine en grande partie les modalités d'exécution et peut même avoir des effets pervers sur son exécution. Le fondement juridique de la plupart des opérations réside dans le mandat confié à la force par une résolution des Nations Unies. En fixant le but à atteindre, les limites de l'action, et en indiquant clairement le chapitre sous lequel l'opération doit être conduite, celle-ci fixe le cadre général de l'opération. Cette démarche vaut lorsque une force est déployée sur simple décision du Conseil de sécurité, elle est également valable à l'issue d'un accord de paix, comme ce fut le cas lorsque le Conseil de Sécurité adopta la résolution qui fonda juridiquement l'intervention de l'IFOR. Le droit détermine également une grande partie des modalités d'exécution de la mission confiée par le mandat.

En effet, les règles du droit des conflits armés sont applicables, soit directement, soit par analogie, lors des opérations. Or ce droit fixe un certain nombre de règles qui doivent être respectées dans le cadre de la conduite des opérations (droit de La Haye), dans l'attitude à adopter face aux blessés, aux prisonniers, aux civils lors des conflits internationaux ou lors

des conflits internes (droit de Genève). Il limite, voire interdit parfois l'emploi de certaines armes comme il l'a fait récemment à propos de mines anti-personnel.

Le droit national pèse également de plus en plus sur le choix des moyens. Pour s'en convaincre il suffit d'analyser le problème de la légitime défense et les problèmes que sa mise en œuvre pose en opérations. Les règles d'engagement autorisent généralement l'usage de la force pour protéger les biens de la force de sécurité déployée sous l'égide des Nations Unies. En revanche, le code pénal français, s'il reconnaît la légitime défense des biens, interdit explicitement de recourir à l'homicide volontaire pour les défendre. Comment concilier alors, en cas de vol d'arme, cette sacralisation de l'arme qui prévaut dans toutes les armées au monde et cette interdiction ? En théorie, il pourrait être tentant de tourner la difficulté en autorisant l'ouverture du feu tout en interdisant le "tir à tuer", ce qui permettrait d'avancer que tout homicide serait alors involontaire. Tout chef sur le terrain sait qu'une telle solution n'est pas réaliste. Si l'on accepte que le feu soit ouvert, il faut aussi admettre que ce feu puisse tuer. Pour l'instant, la réponse est laissée à l'appréciation du conseiller juridique sur le terrain. Cela ne peut être satisfaisant. En effet selon qu'il a une sensibilité plus ou moins pénaliste, ce dernier influencera la décision du commandement dans un sens ou dans l'autre en donnant la primauté soit aux règles d'engagement soit au code pénal et pourra même favoriser une certaine dérive pénaliste. Dans un domaine aussi délicat, pouvant mettre en cause la responsabilité pénale, non seulement du tireur, mais également de toute la chaîne hiérarchique, on ne peut, non plus, se satisfaire du simple transfert de responsabilité sur le seul chef militaire de théâtre au motif qu'il est le mieux placé pour en juger. En matière de légitime défense -comme du reste en matière

de contrôle des foules-, la primauté de l'une ou l'autre règle doit être clairement indiquée au commandement, non par un conseiller, mais par une autorité ministérielle ou mieux judiciaire, afin d'éviter que, dans le doute, le chef militaire ne se prive de moyens utiles à l'accomplissement de sa mission. La présence de plus en plus pesante de la règle de droit dans les opérations extérieures peut, en effet, produire des effets pervers dont le plus inquiétant est sans doute la crainte, chez l'exécutant, de voir sa responsabilité pénale engagée s'il enfreint accidentellement la règle de droit. Cette crainte n'est pas théorique, de nombreux équipages d'avions de combat l'ont ressentie à l'occasion de la crise du Kosovo. Or, si des officiers qui exécutent une mission planifiée dans le calme, relatif, d'un poste de commandement situé en Italie ou à bord d'un porte-avions éprouvent cette crainte, il n'y a aucune raison pour que les troupes à terre ne l'éprouvent pas également, alors qu'elles doivent prendre, au plus bas niveau de la hiérarchie et souvent dans l'urgence, des décisions qui engagent leur responsabilité. Même si le risque d'être mis en cause semble largement surestimé, cette crainte se nourrit d'une mauvaise connaissance des règles de droit et de la large publicité donnée à l'action des tribunaux pénaux internationaux. Il ne faudrait pas qu'elle conduise à remettre en cause l'exécution de la mission.

De manière directe ou indirecte, la règle de droit pèse donc sur l'action militaire. Aussi importe-t-il de lui donner sa juste place, mais seulement celle-ci.

UN CADRE JURIDIQUE QUI RESTE A MAITRISER

Trois attitudes permettent de maîtriser le cadre juridique d'une opération.

¹ Lettre n°181/DEF/EMAT/ORH/CAJ du 25 juillet 2000.

² Selon la définition du Grand Larousse Encyclopédique.

La première consiste simplement à le bien connaître. Si cela semble n'être qu'une remarque de bon sens, cela implique, avant tout, de posséder un minimum de culture juridique. Il ne s'agit pas de transformer les cadres de l'Armée de terre en juristes, mais simplement de leur faire maîtriser les principes de base qui leur permettront d'éviter de commettre des "contre-sens" juridiques. Cela leur permettra aussi de ne pas dépendre de quelques spécialistes parfois tentés de réduire le cadre de l'action à la seule dimension juridique et de ce fait limiter de façon excessive la liberté d'action du décideur. Le conseiller juridique doit éclairer la décision du chef, non la valider. La récente directive du chef d'état-major de l'Armée de terre est, à cet égard, sans ambiguïté¹.

Mais posséder un minimum de connaissances juridiques ne saurait suffire. Celles-ci doivent être utilisées aussi bien lors des travaux de planification que de conduite. Le chef militaire se plaint souvent de l'absence ou de l'imprécision des instruments juridiques mis à sa disposition à l'occasion d'une opération. Il lui faut pourtant se demander s'il n'en porte pas en partie la responsabilité. Les travaux de planification visent à "organiser à l'avance"² et conduisent à exprimer des besoins, ils doivent être l'occasion de préciser les besoins en matière juridique et de combler les lacunes régulièrement constatées lors d'opérations qui, somme toute, se ressemblent. Régulièrement le premier commandant d'une opération doit improviser pour résoudre les multiples problèmes qui se posent à lui à son arrivée sur le théâtre. Certains sont des problèmes véritablement nouveaux liés au contexte de l'opération, d'autres ne sont le plus souvent que la répétition de problèmes identifiés lors d'opérations précédentes. Avant de partir, le chef militaire doit donc disposer d'une

véritable "politique juridique". A titre d'exemple, si le mandat de la force ne précise pas les conditions de stationnement, on pourrait adopter la règle en vigueur dans l'IFOR ou la SFOR, à savoir la gratuité des installations et l'exonération des taxes. Si un accord était conclu par la suite, il suffirait simplement de régulariser la situation et de verser les impayés. Débarrassé de l'accessoire, le chef militaire pourrait alors se consacrer à l'essentiel. Ces éléments sont partie intégrante de la planification. Pour les prendre en considération de manière satisfaisante pour l'Armée de terre, il convient que cette dernière fasse valoir ses besoins lors des travaux préparatoires. Au besoin, quand ces derniers ne sont pas suffisamment pris en compte par un état-major interarmées qui a vocation à transcender la distinction entre armées, il faut que les planificateurs de l'Armée de terre prennent le relais. L'Armée de terre joue le rôle majeur dans la plupart des opérations, il faut se garder d'un excès de "démocratie interarmées" qui pourrait parfois conduire à faire supporter à l'Armée de terre l'essentiel des dépenses accessoires d'un théâtre.

Ce qui vaut en planification est également valable dans la conduite des opérations. Le cadre juridique de l'action doit être mieux intégré dans le travail des états-majors. Là encore, la récente instruction du chef d'état major de l'Armée de terre ne laisse planer aucun doute.

Enfin, et cela est peut-être le plus important, il convient de changer notre rapport avec le droit. Ce dernier fait peur, il faut donc ne pas hésiter à l'utiliser comme une arme. Il peut servir à défendre la force, il doit également servir à déstabiliser l'adversaire.

Dans un environnement médiatisé à

l'extrême, il est intéressant de fragiliser l'adversaire en mettant en exergue toutes les infractions qu'il commet. Des exemples récents ont montré que l'opinion publique condamne ceux qui violent les droits de l'homme ou le droit de la guerre. Il nous faut exploiter toutes les erreurs commises par l'adversaire, y compris dans le domaine juridique. Le droit est devenu l'un des éléments importants de la décision. Il nous appartient de l'intégrer dans nos réflexions, non seulement pour éviter de le subir, mais également aussi encore pour savoir l'utiliser de manière offensive. Cette démarche implique une évolution profonde des mentalités, mais si l'Armée de terre y parvient elle aura changé son rapport avec le droit et fera de lui un allié alors que jusqu'à présent elle le vit comme une contrainte extérieure.

En conclusion, si le chef militaire admet volontiers que le droit tient une place sans cesse croissante dans les opérations militaires, il lui faut encore apprendre à l'utiliser au mieux pour remplir la mission qui lui est confiée. Pour ce faire il est indispensable de veiller à ce que tous les cadres de l'Armée de terre possèdent un minimum de culture juridique leur permettant d'affronter en toute sérénité les différentes situations qu'ils seront appelés à rencontrer. Il faut également que les états-majors intègrent bien plus systématiquement qu'ils ne le font à présent le cadre juridique de l'action qui leur est demandée. Mais surtout il faut que les cadres de l'Armée de terre adoptent une attitude plus volontariste à l'égard du droit. Cette démarche représente un défi de plus pour l'Armée de terre ; elle aurait tort de ne pas le relever, car elle abandonnerait alors à quelques "lawyers" qui ne sont pas toujours sortis de ses rangs, ce qui est la prérogative du chef : décider ♦

SECURITE DES ACTIVITES ET RESPONSABILITE DANS LES ARMEES

par le **Colonel de Réserve Honoraire REVAULT d'ALLONNES**
Président de l'Association Nationale des Réserves de l'Armée de Terre
Ancien président de la Réunion des ORSEM
Avocat au Barreau de Paris - Spécialiste en droit social

Toute activité humaine entraîne par nature des risques : atteinte à la vie, atteinte à l'intégrité physique, mise en danger d'autrui. Notre société technologique et l'idée qu'on peut tout éviter conduit à refuser la notion même de risques.

Le "zéro victime" est insensiblement passé dans les esprits d'un idéal à atteindre à un objectif impératif. Mais notre droit positif a-t-il vraiment effectué le même cheminement ? D'une obligation de moyens est-on passé à une obligation de résultat ?

La nécessité sociale d'indemniser les victimes a, de son côté, conduit au développement de courants de pensée juridique de mise en œuvre d'une responsabilité sans faute, s'écartant ainsi de la morale traditionnelle. Quelle est aujourd'hui réellement la situation après les réformes du Code Pénal de 1994 et 1996 et particulièrement après la loi du 10 juillet 2000 tendant à préciser la définition des délits non intentionnels (loi n° 2000-647, J.O. 159 du 11 juillet 2000 page 10484) ?

LA REFORME DE 1994

Le but du législateur a été, par un arsenal de sanctions pénales fortes, de dissuader en responsabilisant ceux qui avaient involontairement causé la mort d'autrui ou une incapacité de travail par "*maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité ou de prudence imposée par la loi ou les règlements*". La création du nouveau



délit de mise en danger d'autrui venait renforcer cet objectif.

Cette famille d'infractions pénales, à caractère involontaire, a provoqué un certain trouble parmi les juristes en raison du manque de contours précis des notions de *maladresse, d'imprudence, d'inattention de négligence* voire même de *manquement à une obligation de sécurité ou de prudence* imposée par la loi ou les règlements. La règle "pas d'infraction sans texte" (*article 111-3 du Nouveau Code Pénal*) s'accommode, en effet, assez mal du caractère imprécis de ces éléments constitutifs des infractions.

ACTIVITIES SECURITY AND SERVICES RESPONSIBILITIES

All human activities entail risks i.e. mortal dangers, body arms... In our technologically advanced society, the idea that all risks can be avoid has made its way, thus forcing us to refuse any risk.

The concept "of zero dead", an ideal, has now become an imperative. Did our positive law integrated this evolution? Have we switch from an obligation of mean to an obligation of result?

The social necessity to pay war indemnities to victims has lead to a juridical evolution implementing the concept of responsibility without fault, crime or offence, thus stepping aside from traditional moral guidelines.

What is exactly the current situation after the 1994 and 1996 reforms of the French "Code Penal" and especially after the act passed on July 10th, 2000 defining non intentional offences?

Certes, le juge pénal est là pour apprécier chaque situation particulière, mais, il faut se rendre à l'évidence que cette imprécision le conduit inévitablement à poser la question à un prévenu responsable : *"comment pouvez-vous m'expliquer que vous avez effectivement pris toutes les mesures de prudence suffisantes puisque l'accident est arrivé ?"*

Derrière cette question, inversant la charge de la preuve, on voit en réalité l'exigence d'une véritable obligation de résultat.

LA REFORME DE 2000

Il fallait, dans ces conditions, adapter le droit de la responsabilité pénale en matière d'atteinte involontaire à la vie ou à l'intégrité physique. La loi du 10 juillet 2000 qui a, bien avant sa promulgation, été mal comprise, a pour une part corrigé une dérive qui conduisait à ce que la dissuasion voulue initialement provoque une autre dissuasion : celle d'occuper des postes de responsabilités, que ce soit dans les entreprises ou dans les collectivités locales. Ainsi les délits d'atteintes involontaires à la vie ou à l'intégrité physique d'autrui sont désormais constitués :

"en cas de faute d'imprudence, de négligence ou de manquement à une obligation de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le règlement, s'il est établi que l'auteur des faits n'a pas accompli les diligences normales compte-tenu, le cas échéant, de la nature de ses missions ou de ses fonctions, de ses compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont il disposait".

Outre la suppression des termes *maladresse* et *inattention*, trop imprécis, la loi exige une *faute* et des *conditions* qui lient le

juge dans son appréciation du contexte et des circonstances.

Il appartient notamment à l'accusation de prouver que le présumé responsable n'a pas accompli *des diligences normales*. Celles-ci doivent être appréciées par le juge en fonction de la réalité du poste occupé (nature des missions ou des fonctions), du niveau de compétence, et des moyens hiérarchiques et matériels mis à disposition.

Ces différents éléments étaient déjà pris en compte par la jurisprudence en particulier dans la détermination des critères de validité des délégations de responsabilité.

Malgré tout, le pas franchi par la dernière réforme est très significatif de la volonté du législateur de revenir à une responsabilité concrète liée à la notion de faute plus conforme aux principes de notre droit pénal et de notre morale collective.

LES OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU MILITAIRE

Le statut général des militaires (loi n°72-662 du 13 juillet 1972, articles 15 à 18) définit les obligations et les responsabilités des militaires.

Ainsi l'article 5 dans son alinéa 1 précise que *"les militaires doivent obéissance aux ordres de leurs supérieurs et sont responsables de l'exécution des missions qui leur sont confiées"*, l'alinéa 2 qu' *"il ne peut leur être ordonné et ils ne peuvent accomplir des actes qui sont contraires au lois, aux coutumes de la guerre et aux conventions internationales ou qui constituent des crimes ou des délits notamment contre la sûreté de l'Etat"*, et l'alinéa 3 que *"la responsabilité propre des subordonnés ne dégage les supérieurs d'aucune de leurs responsabilités"*.

Conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi du 13 juillet 1972, la réforme de 2000 pose le principe de la responsabilité civile de l'Etat sauf en cas de *faute détachable de l'exercice des fonctions*.

La responsabilité pénale, de son côté, reste personnelle. Elle a été précisée en 1996 par l'insertion dans la loi du 13 juillet 1972 d'un nouvel article 16-1 (*loi n° 96-1111 du 19 décembre 1996, article 8*). Celui-ci vient d'être modifié par la loi du 10 juillet 2000. L'article 16-1 de la loi du 13 juillet 1972 est désormais rédigé ainsi :

"Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa de l'article 121-3 du code pénal, les militaires ne peuvent être condamnés sur le fondement du troisième alinéa de ce même article pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de leurs fonctions que s'il est établi qu'ils n'ont pas accompli les diligences normales compte-tenu de leurs compétences, du pouvoir et des moyens dont ils disposaient ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi leur confie."

A titre d'exemple, la responsabilité pénale d'un commandant de base aéronavale a été retenue pour homicide involontaire en raison d'une "faute personnelle" constituée par le fait qu'il ne s'est pas assuré de l'existence et de la mise en œuvre de dispositifs de protection individuelle qui étaient exigés par un ordre particulier et par des obligations réglementaires d'hygiène et de sécurité du travail. Le responsable n'avait ainsi pas accompli toutes les diligences normales qui s'imposaient à lui, compte-tenu, notamment, de ses compétences ainsi que du pouvoir et des moyens dont il disposait (*Cour de Cassation, chambre criminelle 9 décembre 1997 ; Bull. crim. n° 419*).

Chacun est donc, à tous les niveaux de la hiérarchie, responsable des ses actes. Les "diligences normales" exigées par la loi et la jurisprudence sont une impérieuse nécessité. Il faut en avoir une conscience aiguë en premier lieu pour soi-même. Les vies sauvées sont à ce prix ♦

		ATTEINTE À L'INTEGRITE PHYSIQUE				MISE EN DANGER D'AUTRUI
		ATTEINTE À LA VIE	AYANT ENTRAINE UNE ITT (*) DE PLUS DE 3 MOIS	AYANT ENTRAINE UNE ITT (*) EGALE OU INFERIEURE A 3 MOIS	SANS ITT (*)	
manquement simple à une obligation de prudence ou de sécurité	texte	221-6 NPC	222-19 NCP	R 625-2 NCP	R 622-1 NCP	le délit de mise en danger d'autrui n'est constitué qu'en cas de violation «manifestement délibérée» d'une obligation de prudence ou de sécurité
	emprisonnement	3 ans	2 ans	non	non	
	amende	300.000 F	200.000 F	10.000 F	1.000 F	
manquement délibéré à une obligation de prudence ou de sécurité	texte	221-6 NPC	222-19 NCP	222-20 NCP	R 625-3 NCP	223-1 NCP
	emprisonnement	5 ans	3 ans	non	non	1 an
	amende	500.000 F	300.000 F	100.000 F	10.000 F	100.000 F

NB : •Les peines sont doublées en cas de récidive et en cas de conduite d'un véhicule en état alcoolique.
 •Les peines indiquées sont des maxima.
 •Pour certaines infractions le juge peut ordonner des peines complémentaires telles que la confiscation de la chose ayant servi à commettre l'infraction, la suspension du permis de conduire, etc.
 (*) ITT : Incapacité Totale de Travail.

LA "DESTRUCTION INNOVANTE" DES EUROPEENS

par *Françoise THIBAUT*

Professeur des universités,

adjoint au Centre de recherche du CDES

«*A creative destruction*»¹ tel est le titre adopté par le mensuel économique *Forbes* en juin 1999, parodiant la destruction créatrice de Schumpeter, pour qualifier la recherche et le travail accomplis par les Européens pour s'auto-rénover économiquement et politiquement après la fin des systèmes communistes en Europe de l'Est, et de la Guerre dite Froide. Le ton en est admiratif, le contenu élogieux : l'extraordinaire capacité des Européens à toujours renaître de cendres par eux provoquées, le pouvoir d'adaptation économique, l'incessante réflexion juridique sont opportunément signalés tout comme leur aptitude à cafouiller et s'entre-déchirer.



philosophique, une remise en cause de la conception du pouvoir et de l'Etat tels qu'ils sont appréhendés par les sociétés occidentales depuis quatre ou cinq siècles. La puissance militaire n'échappe pas à ces mutations périodiques, même si la spirale du changement semble la toucher avec moins d'opiniâtreté : cela n'est qu'apparence, car poussées par l'innovation technologique et les diversi-

fications stratégiques, les "forces de défense" doivent aussi tenir compte de paramètres nombreux, de plus en plus périphériques de la stricte activité militaire, laquelle s'inscrit de plus en plus dans le cadre de l'économie globale.

L'Europe des Quinze connaît actuellement des difficultés, ou du moins est confrontée à de cruciales interrogations. C'est normal : depuis les timides années 50 du Benelux puis de la CECA, l'Europe a bien changé, et à grande vitesse ; des mutations majeures sont intervenues, obligeant à se remettre régulièrement en question. Le constant "élargissement" remet l'acquis sur le métier et interroge l'imagination d'un avenir commun. Tout se tient et tout est lié : la réussite économique et financière draine les progrès de l'organisation d'une défense commune, tout comme une nouvelle vision d'organisation institutionnelle doit présider aux nouvelles aventures industrielles, monétaires, aux lourdes opérations d'infrastructures partagées. S'il est économique, le mouvement est aussi fortement juridique. Ce qui n'engendre pas, du point de vue

THE "INNOVATING DESTRUCTION" OF EUROPEANS

The fifteen member-states of the UE are now encountering difficulties and have to answer a number of questions concerning the future enlargement of the Union and the transformation of the structures.

It becomes harder to define of common foreseeable future. Everything is tighter linked .i.e. economic and financial progress and the defence policy (first and second pillars). Political and juridical aspects are concerned as well.

The notions of State and sovereignty are questioned. In this wind of change, Armed Forces now have to take into account a number of new interdependent parameters.

¹ En français : une destruction innovante.

L'histoire de l'Europe est celle d'un espace sans cesse convoité, conquis et recomposé, toujours en mouvance ; de peuples proches mais rivaux, de *princes* exigeants, opiniâtres ou fantasques ; cette "péninsule avancée de l'Asie" comme l'écrivit Paul Valéry, demeure, entre Méditerranée et Océan Glacial, entre Atlantique et Caspienne, le centre d'une suractivité conflictuelle inouïe, assortie d'un maëlstrom idéologique permanent. Le tourbillon créatif européen, dans le domaine du pouvoir, et de la conduite des sociétés, est à peu près permanent, et unique dans l'histoire des peuples. Dans son célèbre *Pourquoi la Grèce*, Jacqueline de Romilly rappelle que les Cités grecques furent les creusets de l'originalité des Européens dans la réflexion politique : la notion "impériale", en effet, est facile et crée une supériorité du pouvoir de caractère peu discutable. Les Romains iront la "repêcher" au Moyen-Orient et surtout en Egypte.

Par contre, l'idée du *partage démocratique* auquel est lié le partage de la défense de la Cité, fonde au-delà et bien plus profondément que les autres théories, le *concept européen* du pouvoir moderne tel qu'il a traversé les siècles pour arriver à la démocratie électorale et référendaire actuelle. La "défense de l'Etat-Nation" est intimement liée à la volonté démocratique ; dès la Déclaration des droits de l'homme de 1789, aux articles 13 et 14, "l'entretien de la force publique est financé par l'impôt", lequel est le contrepoids du bulletin de vote : on vote parce que l'on est un contribuable, et l'on défend la Patrie parce qu'on en est le citoyen actif : se battre –si l'on est jeune et pauvre- et contribuer au financement de la défense –parce que plus âgé et plus fortuné- sont les devoirs élémentaires du "national" d'un Etat. C'est peut-être la

raison pour laquelle le vote des étrangers en France continue d'être si mal reçu, tout comme une *défense européenne* est restée longtemps impossible à envisager et même à concevoir, tout comme un commandement européen ou international. La guerre reste inconsciemment l'affaire de la Nation.

Hormis l'assez bref épisode de l'internationalisation des troupes de la Grande Armée à partir de 1810², il faut attendre le gigantisme des deux Guerres Mondiales du vingtième siècle pour envisager des commandements et des engagements internationaux ou multilatéraux ; le beau Pacte de l'Atlantique n'est jamais qu'un engagement entre hommes et il reste peu profilé, en dehors de l'objectif à atteindre. Un des tous premiers à exprimer clairement la difficulté de l'exercice est Dwight Eisenhower, qui eut la lourde charge d'organiser l'*Opération Overlord* : "j'ai été décidé dès le tout premier jour à faire tout mon possible pour mettre en œuvre une véritable *Force Alliée*, avec une réelle unité de commandement et une responsabilité administrative centralisée. Dans le passé les Alliances n'avaient jamais été plus loin qu'une foi et une dénomination communes, l'unité de commandement restant un "vœu pieux" bien distinct des préjugés nationaux, des ambitions et des récriminations des officiers supérieurs incapables d'envisager une quelconque subordination d'eux-mêmes ou de leurs forces à un commandement centralisé ou d'une nationalité différente de la leur³". Malgré ce beau projet, on connaît les dissensions de la réalité, les conflits avec l'anglais Montgomery, l'indiscipline de Patton, les susceptibilités françaises, la méfiance vis-à-vis des Polonais, les heurts avec les décisions de caractère politique, les colères de Churchill, les silences staliniens...

² Cela se situe entre l'aventure espagnole et la campagne de Russie.

³ *I was determined from the first to do all in my power to make this a truly Allied force, with real unity of command and centralization of administrative responsibility. Alliances in the past have done no more than name a common foe and "unity of command" has been a pious aspiration thinly disguising the national prejudices, ambitions and recriminations of high ranking officers, unwilling to subordinate themselves or their forces to a commander of different nationality or different service.*

Les Européens ont maintenant dépassé, au terme de deux siècles d'évolution, le stade de l'Etat-Nation primitif ; encore que, certains peuples y accèdent à peine. Toutefois, parmi les 15 formant l'Union, et même les 41 du Conseil de l'Europe, l'expérience et le savoir politique sont suffisamment ancrés pour que l'on puisse espérer une sagesse minimale. Ils ont assez bien compris qu'en restant fragmentés et dispersés, ils resteraient "petits" à bien des égards, isolés et souvent fragiles. L'Europe invente le *transnational*, le commandement commun, la médiation permanente, l'art de "l'arrangement" à l'europpéenne. Et l'idée d'une "défense commune" s'inscrit dans ce mouvement.

Il est devenu inévitable que, dans ce vaste et nouveau mouvement "d'enveloppement" européen, chaque armée nationale doit réviser à la fois son organisation, ses principes et sa doctrine. Il faut souligner avec force que dans "l'Européanisation" de chaque Etat, celui-ci ne disparaît pas, la nationalité, l'administration nationale et l'armée nationale non plus : chaque Etat reste ce qu'il est avec ses citoyens et son gouvernement ; simplement "un cercle juridique" supplémentaire peut se substituer au droit national ou l'épauler, pour certains faits ou certaines circonstances : ainsi, les armées -qu'elles soient de conscription ou de métier- restent nationales, mais pour certains faits et dans certaines circonstances, on peut passer à des *forces européennes*, et certaines de ces forces, par décision commune des gouvernements européens, peuvent être constamment et définitivement "européennes", avec un statut spécifique. Ce qui suppose une capacité politique commune de décision, dont la forme reste à déterminer dans le cadre de la refonte des institutions européennes. Tout se tient.

Le domaine militaire a longtemps été laissé de côté : les guerres étaient trop proches.

Deux facteurs ont joué favorablement au fil des décennies : la coupure en deux de l'Europe, qui a obligé d'abord à prolonger les alliances de 2WW⁴, puis à s'organiser un minimum à travers des structures plus ou moins sûres, plus ou moins acceptées ; la France et l'OTAN, c'est tout un roman... Mais il faut l'avouer : la *Guerre dite Froide* a obligé les Européens à se reconnaître. Ensuite, la technicité croissante de l'armement, les longs délais de mises au point, les frais considérables entraînés par la recherche avancée et la fabrication ont obligé dans un premier temps à réunir compétences et moyens, puis dans un second temps à répartir les spécialisations. On s'est ainsi retrouvé avec "une Europe de la recherche et des armements" dont les conséquences sont encore mal mesurées et prises en compte.

Pour finir, les drames successifs engendrés par le démantèlement de la Fédération Yougoslave, les risques graves encourus par l'ex-Union soviétique ont fait comprendre aux gouvernements d'Europe occidentale, après tant d'années de paix, que tout danger de conflit armé en Europe n'était pas écarté. Toutefois ces mêmes conflits et ces mêmes risques ont aussi mis en lumière, de manière crue et impitoyable pour les Européens, que dans le cadre des opérations décidées par l'ONU, conduites sous l'égide de l'OTAN, le fait de continuer à se présenter de manière "nationale", en ordre dispersé, sans stratégie commune ni commandement unifié, les fragilisait face à une puissance nord-américaine naturellement dominatrice tant au moral que par les moyens alignés. Les expériences de Bosnie, et surtout du Kosovo ont été révélatrices des insuffisances européennes. Les timides essais antérieurs ont été balayés au profit de vraies ambitions stratégiques, auxquelles il faudrait éviter quelques écueils et enfantillages.

⁴ Raccourci pour Deuxième Guerre Mondiale (*2nd World War*) de plus en plus adopté dans les articles et manuels.

1/ **Une question de savoir, une question de doctrine.** Il est sans doute bon de revenir à une définition basique : une *doctrine* est une systémique de principes conduisant une action et destinée à obtenir un résultat ; la doctrine constitutionnelle permet d'analyser les causes et les conséquences d'un mauvais fonctionnement du Pacte Social global et de le rectifier. La *doctrine militaire* peut être définie comme l'ensemble des principes et des valeurs conduisant les opérations et les comportements de terrain, eux-mêmes destinés à obtenir un résultat : l'histoire des peuples nous apprend que ce résultat peut être l'anéantissement de l'adversaire ou sa domination ; de nos jours, il s'agit plutôt de pacification, c'est-à-dire de rétablissement ou de maintien de la paix ; ou bien encore de prévention. Quelles orientations mentales donner à de telles entreprises ? Quels paramètres adopter ? Au plan national, c'est encore assez simple à définir, chaque Etat-Nation ayant *a priori* une définition de sa propre puissance, de sa cohésion et de ce qui les justifie.

Simplement, il s'agit d'*actualiser* cette doctrine et de la rendre *socialement* opérative : les individus, même les plus modestes⁵ "attendent" quelque chose de la société à laquelle ils appartiennent, de ceux qui les dirigent qu'ils soient civils ou militaires, des réponses aux questions qu'ils se posent, collectives ou même individuelles. Une doctrine de forces armées doit donc répondre à "l'attente" de défense et aussi à l'attente d'image sociale et de savoir que l'on espère de la nation identitaire ; elle doit être en adéquation avec l'armée qui la met en œuvre, comme une Constitution doit être en adéquation avec la société qu'elle encadre. Au plan interne, il s'agit d'un problème éminemment contemporain : plusieurs

spécialistes du recrutement dans les entreprises signalent comme la "mentalité des jeunes diplômés" a changé en peu de temps, et comme "les nouvelles générations" se sont "éloignées mentalement du modèle parental", de l'Etat dispensateur de bons et mauvais points, de l'Etat ou du patron paternaliste pour être beaucoup plus individualistes, moins attentifs aux normes morales de respect, conformité, attitude stéréotypée, pour adopter des doctrines comportementales beaucoup plus "individualistes, tournées vers la lucidité, l'immédiateté et l'opportunisme"⁶. L'Armée de terre peut-elle prendre en compte de tels changements, le métier militaire étant en passe de devenir "un métier parmi d'autres" ?

Faut-il intégrer dans la discipline et la rectitude "le décalage des *start-up*, l'opportunisme du *look* et du langage, le rejet des procédures strictes, le libre arbitre appréciatif, l'évaluation molle des ordres" ? L'armée a toujours eu un très grand rôle d'amalgame social ; en se professionnalisant ne risque-t-elle pas de "perdre le contact", de perpétuer un type de société sans prolongement dans l'ordinaire des jours ? L'exercice est délicat, mais semble en passe d'être mené à bien en France : se professionnalisant, l'armée d'un même mouvement s'ouvre aux formations universitaires et à des domaines nouveaux ; ce faisant elle redéfinit les principes qui l'animent.

Les fondements de la doctrine de la défense française, élaborés depuis la fin de la 2^{WW}, se sont situés dans un contexte à double clef très particulier : la Guerre froide et l'arme nucléaire. Dans ce contexte, les étapes successives de la construction européenne se firent sans inclure la dimension militaire, surtout après l'échec de la CED et ses conséquences durables.

⁵ "surtout" les plus modestes.

⁶ Congrès parisien des recruteurs de cadres en entreprises ; intervention de Mme Abeille-Robin, 25 sept. 2000.

Malgré le poids nord-américain sur l'Alliance Atlantique, l'objectif majeur de la stratégie gaullienne de défense fut de garder à la France une large autonomie. Ce qui à terme menait à une grande solitude (on l'a vu avec les dernières phases des essais nucléaires).

L'intérêt à reconstruire une doctrine dans le contexte d'aujourd'hui est également de permettre au passage l'examen des valeurs d'action que l'on offre aux générations nouvelles : il s'avère indéniable que l'agitation permanente du monde environnant, la tendance à la *balkanisation* et aux chefferies érigées en États induisent une grande vigilance des Puissances et des Organisations chargées du maintien de la paix. Une défense s'avère nécessaire, mais dans une compréhension plus technique et plus large, ouvrant la voie à de nouvelles approches mais incluant des préoccupations traditionnelles et constantes : *le concept français de défense vise à amalgamer les intérêts vitaux de la nation* qui ne peuvent guère changer et restent le fondement de tout pouvoir établi : la protection et la défense du territoire, la souveraineté indépendante, la protection des populations : *avec des intérêts stratégiques régionaux* (Méditerranée, périmètre Europe), *et enfin, avec la conservation d'une position de Puissance dans le contexte international*. Cette puissance militaire renforce le rôle de membre permanent au Conseil de sécurité dans le domaine diplomatique, et la très forte influence française dans de nombreuses relations internationales. Le concept est donc global, avec ses subtilités et ses contradictions puisqu'il repose sur des données militaires et stratégiques, et comporte des volets culturels, historiques, économiques et sécuritaires.

Si l'on se hisse au niveau international, la problématique est encore plus complexe, puisqu'il faut faire comprendre aux partenaires le souci de "balayer large" : la devise doctrinale pourrait être "ne rien lâcher, tout appréhender" ;

beau projet qui continue le mythe français de "l'honnête homme" au savoir universel, le monarque éclairé de Montesquieu, l'alliance de la Déclaration des Droits et du casar. A-t-on de nos jours le droit et le temps de prétendre à tant de subtilité ? Et cette subtilité peut-elle convoler avec celle politique, la convergence des intérêts n'étant pas toujours évidente... ?

Une chose, en tous cas, est certaine : les opérations multinationales de ces dernières années ont montré une certaine capacité d'uniformisation des doctrines, leur efficacité. Ce qu'espérait sans y croire le général Eisenhower arrive parfois à exister. Toutefois ce ne peut être total et chacun doit garder sa personnalité, sa propre capacité d'adaptation. Il est évident que la tentation, dans cet apprentissage du multinational ou de l'international est de se réfugier mentalement vers le plus puissant. C'est sans doute l'erreur à ne pas commettre. L'obsession de la doctrine américaine n'est pas de mise.

Pour trois raisons principales :

- d'abord la doctrine nord-américaine est convenable pour les Américains, mais pas pour les Européens. De chaque côté de l'Atlantique, l'histoire et le concept de nation sont différents ; les leçons ne sont plus tellement à donner ni à recevoir, mais à décrypter en commun.
- En second lieu, la doctrine américaine elle-même est en refonte, avec des "pannes" d'inspiration totales face aux contextes d'action nouveaux et aux nouvelles conditions de conflits. Le partage du monde en deux Blocs était facile, et les stratégies aisément discernables. Cela ressemblait à une grande partie de dominos, où chacun alignait tour à tour son double 0 ou son double Six.

Bref, c'était la lune, la mégalomanie dans les arsenaux, l'Europe servant de "zone tampon" entre les deux supposés géants. L'implosion communiste de l'un et l'énorme avance techno-économique de l'autre obligent à repenser les équilibres et à tenir compte des effritements de pouvoir dans toutes sortes de régions du monde, en particulier entre l'Asie centrale et l'Atlantique. Et cela ne fait que commencer. Les Américains doivent donc redéfinir leur politique de défense, la différencier en de multiples domaines de ce qu'elle a pu être et de ce qu'elle ne sera plus jamais. Quelles sont les capacités d'adaptation des commandements ? Cela est difficile à apprécier.

- Enfin, les Américains doivent bien admettre qu'ils se sont souvent trompés : s'ils sont assez bons sur l'analyse de leur propre continent, les recettes déployées en Afrique, au Moyen-Orient et en Europe ont montré leurs limites ; acceptables sur les appréciations de matériels et de moyens à mettre en œuvre, leur "veille" environnementale et leurs déductions psychologiques sont des échecs patents. Ils ont toujours sous-évalué l'opiniâtreté des résistances, l'importance des soutiens populaires, décryptant les peuples d'après les réactions qu'ils connaissent déjà, et non d'après l'imaginaire des populations moins connues. On peut donc conclure que la doctrine américaine se cherche et ne peut guère s'exporter ou s'implanter dans le multilatéral.

La seule très grande supériorité américaine est "la certitude d'être supérieur", d'être une "grande nation" avec un facteur d'invincibilité : l'éducation, les loisirs, les spectacles, les promenades dans les parcs, rappellent sans cesse la joie et la fierté d'être américain... Le pragmatisme matérialiste n'est pas tout ; la refonte partielle, depuis la fin officielle de la Guerre froide, du *Field Manual 100-5* le

prouve : si le concept "d'armée totale" est toujours d'actualité, il doit se superposer à des concepts partiels (comme en Europe) ou alternatifs ; il envisage maintenant le risque interne, les cadres opérationnels nouveaux, les engagements de temps de paix (*support and stability*) et bien d'autres avatars de la modernité. La très grande nouveauté vient d'une nouvelle conception de l'espace de bataille, conçu comme un "volume" physique global, et dans l'éventualité permanente d'un multicommandement international, ou du moins partagé. Démarche nouvelle et intéressante qui décroïssonne les propositions et permet d'appréhender dans leur totalité les éventualités de terrains. Dernière particularité incontournable : les Américains pèsent potentiellement d'un tel poids et d'une telle "présence" matérielle, pouvant aligner tant d'objets et d'individus, que l'impact n'a rien à voir avec le "conflit à l'européenne" qui par force et par raison, est limité. Ce "poids" donne un avantage moral et pratique, qui commande le libellé doctrinal, la démarche de commandement, confirmés par les résultats de terrain : dans les conflits récents, ce sont les Américains qui décident "quand ça commence et quand ça s'arrête"... Tout est dit.

2/ A bon chat, bon rat : une innovante destruction. Seul un Européen peut résoudre un problème d'Européen. Au moment où le secrétaire général Khofi Annan commence à transformer l'ONU en super-Croix Rouge, la politique européenne de défense (PED) avance à grand pas, portée par le fameux "esprit de Saint Malo". Pour 2003 l'ambition est d'aligner une force de 60 000 hommes, déployable jusqu'à 4 000 kilomètres des frontières. En fait cela implique la mise en œuvre de moyens considérables. La connexion des deux faits n'est pas indifférente : la défense européenne entre dans une phase de réalité qui s'inscrit dans la transformation profonde des équilibres mondiaux et des tâches de maintien de la paix.

Une réflexion cloisonnée serait donc inadaptée. Surtout si l'on sait qu'à l'avenir l'ONU se désengagera de plus en plus d'opérations type "casques bleus". Une époque s'en va, une nouvelle compréhension des éventuels conflits doit être dégagée.

Le concept de "capacité autonome d'action", directement issu des leçons yougoslaves, implique de profondes adaptations logistiques, opérationnelles et mentales : "l'esprit" doit souffler sur cette tentative, parce qu'elle donne une dimension renouvelée au territoire, au peuple, à l'économie de l'Europe.

Pour les Etats-Nations qui participent, cela implique ce raisonnement à trois niveaux déjà évoqué : garder et enrichir la doctrine classique dans une vision nationale interne, selon la discipline traditionnelle, parce que c'est ce qui fait la base doctrinale. Il n'y a pas à changer sur ce point, seulement à adapter. Ensuite, adopter une "doctrine commune européenne" soutenant la PED, qui se structurera au fur et à mesure des expériences communes, mais qui surtout se nourrit des doctrines existantes, lesquelles sont proches et non irréductibles. Enfin, positionner les doctrines nationales et la doctrine européenne dans une perspective "transnationale" et "internationale", de manière à préserver l'autorité européenne sur sa zone de défense et dans les actions communes hors d'Europe.

C'est un exercice de style, qui oblige les Européens à se positionner vis-à-vis du monde, à pratiquer la "transaction" : difficile pour des autorités qui ont longtemps dicté au monde sa conduite et les règles de soumission. Mais transposition féconde d'avenir si l'essai est transformé : que faut-il préciser ? certainement le cadre global et les règles d'engagement, ainsi que le mandat. Premier travail de "cadrage", classique mais fondamental. Ce doit être clair, précis et suffisamment souple.

Dégager les inhibitions de commandement pouvant ressortir de l'obligation communautaire. Eclaircir ce point est d'importance. Restructurer les règles de responsabilités face aux situations nouvelles. Ce n'est pas très difficile, encore faut-il en avoir une idée claire. Enfin, positionner vis-à-vis des intervenants nouveaux, notamment les organisations humanitaires, les différentes catégories de civils, les pouvoirs financiers, les divers moyens d'information.

Il faut faire confiance aux Européens pour ce travail, qui sera long et laborieux. Nous allons beaucoup nous disputer, comme d'habitude : au bout, il y aura un *ensemble de compromis* : la transaction aura été faite. Si elle échoue, cela voudra dire que l'Europe n'existe pas, n'existera jamais, car l'échec de la Défense terrestre -qui est sans doute un des *droits régaliens parmi les plus puissants de l'exercice du pouvoir-* entraînerait la faillite de pans entiers de la construction européenne, symboliquement et dans les faits. Unis, les Etats et les citoyens composant l'Union Européenne constituent une *force* incomparable, contre-poids idéal d'une éventuelle hégémonie mondiale. Ils y contribuent, mais infléchissent dans le même élan les directives trop exogènes : on le voit dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) : les seuls empêcheurs d'exploiter en rond le monde entier et de créer un monopole commercial mondial, sont les Européens ; les naïfs et les mal informés présentent toujours Seattle 99 comme un échec ; erreur gravissime ! Puisque l'attitude officielle des Etats européens a obligé l'OMC à revoir sa copie et ralentir ses visées hégémoniques.

De même, la réforme de la Banque Mondiale et des mécanismes du FMI (Fonds Monétaire International) a été en grande partie enclenchée sous l'impulsion des alarmes de Bruxelles.

Le "système de l'ONU", la compréhension de l'OTAN ont longtemps été vécus sans contrepoids, dans la perspective Est-Ouest. Nous traversons une salutaire période de transition, à l'air un peu désordonné, mais dont les orientations générales se dessinent tranquillement, car certaines tendances "lourdes" sont incontournables. Voici une opportunité exceptionnelle pour réformer la doctrine et aider l'Europe à grandir.

Les Etats européens, en tant que tels, auront de moins en moins de poids et de droits régaliens ; ils quittent souvent -dans la douleur et le dos au mur- des monopoles et des privilèges acquis laborieusement parfois en 1000 années. Mais ils y gagnent en arbitrages, en puissance financière, en médiation permanente. Les Européens ont un nouvel apprentissage à mener : celui du *compromis et du partage*, y compris dans le commandement militaire. La règle de droit contribuera beaucoup à ce travail ; c'est un travail de deuil et de renaissance, un travail d'éternité puisque la violence durera aussi longtemps que l'humanité. Cela prendra beaucoup de temps. Mais les pénibles péripéties des Balkans permettent -c'est leur seul côté appréciable- de comprendre plus vite et de faire des bilans d'orientation.

Les accords de défense européenne commune, qui ont échoué depuis 40 ans, émergent peu à peu du chaos et de la nécessité, surtout si la gestion de "crises" à répétition devient le lot commun de l'organisation internationale des sociétés. La démographie galopante, la renaissance d'intégrismes variés, la misère endémique, l'injustice économique, l'urbanisation effrénée créent des foyers conflictuels nombreux qu'il paraît difficile de ne pas envisager. L'avenir de la Défense commune

se construira au contact des réalités de terrain, du progrès technologique et de la reconceptualisation des principes doctrinaux.

Sans excessive arrogance optimiste, sans pessimisme millénariste, il faut être rassuré d'être Européen, car l'Europe, sous ses oripeaux chaotiques et contradictoires, reste *le centre de l'invention juridique internationale* : dans son originalité, elle renouvelle complètement la plate-forme des choix et des moyens de gestion des sociétés. Elle dépasse la notion fédéraliste, évite l'organisation internationale de type classique, crée de nouveaux créneaux de droit et de rapports au pouvoir. Elle nous indique - timidement encore - des sentiers non balisés, permettant de perdre de vue les vieux démons et innover enfin. Il ne faut *surtout pas construire de scénario a priori*, et s'enfermer dans de trop rigides schémas ; le projet d'une *Convention-base commune d'intervention* répondant, en quelques chapitres indicatifs aux nouvelles interrogations et aux principales préoccupations est suffisant, résolvant les épineuses questions de la clarté des mandats et des responsabilités. Le reste suivra forcément. Les Européens accomplissent cette *innovante destruction* consistant à désétatiser une partie des pouvoirs de l'Etat pour trouver un cadre structurel plus vaste, correspondant mieux aux nécessités de notre époque. La capacité de création juridique est illimitée, comme celle de violence : les forces armées doivent donc intégrer cette tendance. Il n'est pas certain que la subtile alchimie des composantes produise l'élixir souhaité, mais les avancées récentes et la volonté exprimée au niveau politique permettent d'espérer, au delà des Cassandre nord-américaines. L'objectif d'instaurer des organes permanents dès la fin 2000 concrétise la volonté commune.

C'est dans la réalité que l'Europe de la défense trouvera son énergie et recomposera son propre cadre ; il est bien inutile de vouloir copier ce qui se fait de l'autre côté de l'eau ! Un certain Fukuyama nous promet *la fin de l'histoire* il y a plus de vingt ans tout comme Jeremy Rifkin aime à nous persuader de *la fin du travail*, et de *la fin de la propriété*⁷, sous l'emprise de raisonnements globalisants et de l'idée d'une supériorité économique aussi éternelle que le soleil. Mais les effets de domination finissent toujours par s'effondrer, même les plus prégnants et les plus poétiques.

Les dinosaures en savent quelque chose, les romains et Louis XIV aussi. La prospective ne permet pas de *prospector l'inattendu*, car il ne peut s'imaginer. On n'imagine qu'avec ce que l'on connaît déjà, voilà le risque. Il faudra donc improviser, mais avec de bons outils, et le cadre juridique

est une clef essentielle. Les intérêts vitaux, ceux stratégiques et l'impératif de puissance passent par un effort commun et une forte révision des mentalités.

Les Européens proposent une alternative à *une fin de l'histoire : leur propre re-fondation*, justement pour que l'histoire ne finisse pas en "marché unique mondialisé". Ils ont depuis 1000 ans trois énigmes à résoudre, auxquelles ils n'ont toujours pas donné de réponse, et dont les péripéties préservent de l'ennui :

- Que faire de l'Islam ?
- Que faire des survivances du vieil Empire austro-hongrois ?
- La Russie est-elle européenne ?

La doctrine militaire devrait se construire en intégrant ces perspectives larges, car elles mèneront le bal des menaces du prochain siècle ♦

⁷ Francis Fukuyama, *la fin de l'histoire et le dernier homme*, (1989 colin en français). Jeremy Rifkin, *la fin du travail* (1997) et *l'âge de l'accès ou la fin de la propriété* (2000, édition la découverte). Tous deux, américains.

LE CENTRE D'ORGANISATION, D'ANALYSE ET DE DOCUMENTATION (COAD)

*par le Colonel VOUTE
commandant le COAD*

Depuis le 1^{er} juillet 2000, le COAD est chargé d'assurer trois fonctions qui étaient jusqu'alors du ressort du Centre de Recherche et d'Etude de Doctrine de l'Armée de Terre (CREDAT) que l'on a voulu alléger et recentrer sur le métier principal : l'élaboration et la diffusion de la doctrine.



(DEP) des Ecoles d'arme et, bien sûr le Bureau Organisation Effectifs de l'Etat-major de l'Armée de terre (EMAT/BOE). C'est un total de 130 documents informatisés qu'il lui faut écrire grâce à l'application CREDO.

Idéalement, cette opération s'effectue deux fois par an : à l'automne pour l'année suivante (A+1), au printemps pour l'année A+5. En réalité, ces périodes de labeur intense sont précédées et suivies par de longues études, des concertations régulières et des échanges de documentations volumineuses.

Ainsi, le COAD regroupe-t-il le personnel du CREDAT qui était dévolu à la fonction "organisation", en particulier à la description des Documents Uniques d'Organisation (DUO) conformément aux textes de doctrine approuvés. La création de ce nouveau centre concrétise aussi l'effort qui est porté sur l'analyse des opérations extérieures et des exercices, puisque le Commandement de la Doctrine et de l'Enseignement militaire Supérieur (CDES) a été institué pilote du retour d'expérience pour l'Armée de terre. Elle manifeste enfin la volonté de ce grand commandement de mener à bien la mise sur pied de la "bibliothèque électronique¹" de l'Armée de terre, confiée à la fin mai 2000, dont les premiers symboles sont le Cédérom de l'Armée de terre et le site Internet du CDES ouvert depuis le début juin 2000.

Conformément à son sigle, le COAD est organisé en trois bureaux.

Le **Bureau "Organisation"** est chargé de la rédaction des documents uniques d'organisation (DUO) de la partie "missions majeures" des unités des forces², en liaison avec celles-ci, les grands commandements, les Directions des Etudes et de la Prospective

THE ORGANISATION, ANALYSIS AND DOCUMENTATION CENTRE (COAD)

Since July 1st, 2000, the COAD is in charge of three functions, which before were devolved to the Army Centre for Doctrine Research and Studies (CREDAT). The latter was re-centred around its main activity i.e. the elaboration and the diffusion of doctrine. The creation of the COAD concretises the effort made on the analyses of operations outside France mainland since the Army Command for Doctrine and Higher Military Education (CDES) has been officially designated for the Army to preside over the return of experience function (lessons learned).

It also expresses the will of this major command to successfully set up the "Electronic Library" of the Army". Its first products are Army CD roms and the CDES official site open since June 2000.

¹ Entendre ce mot, à la façon de Michel de MONTAIGNE, comme bibliothèque... car il ne saurait être question de faire payer l'emprunt ou la récupération de documents sous forme électronique aux usagers militaires.

² La description de la partie "socle" (non prévu en projection) reste du ressort des Régions Terre.

Les documents A+1 décrivent précisément le personnel qui devra être affecté au moment du plan annuel de mutation de l'été ainsi que les équipements qui seront mis en place dans les formations au cours des douze mois suivants (1^{er} juillet-30 juin).

Quant aux documents A+5, qui traduisent en organisation la doctrine d'emploi des forces qui a été validée, il est inutile d'insister sur leur importance pour :

- la mise en formation du personnel, car les écoles devront pouvoir fournir en temps voulu les spécialistes nécessaires,
- la réalisation des parcs de matériels, car ces documents précisent l'état souhaitable d'équipement de chaque formation à un horizon précis.

En outre, le **Bureau "Organisation"** du COAD est responsable des enveloppes des différents "chantiers" (combat des blindés, combat de l'infanterie, feux dans la profondeur, etc...) et il est habilité à effectuer les nécessaires ajustements entre formations en accord avec le CREDAT.

Le **Bureau "Analyse"** est chargé de deux types de mission qui concourent au même but d'amélioration des capacités opérationnelles : l'analyse après action et le retour d'expérience.

- L'ANALYSE APRES ACTION (communément appelée "3 ALPHA" ou 3A) concerne les exercices de poste de commandement de brigade et des niveaux supérieurs. Il s'agit là d'une véritable démarche d'audit réalisée par des observateurs extérieurs en utilisant des critères d'analyse objectifs afin d'évaluer la conformité dans l'application des

procédures, la maîtrise des délais au cours du processus décisionnel, l'efficacité dans la circulation des informations, la cohérence des actions entreprises par chaque cellule du PC, enfin la capacité de coordination et d'anticipation de l'état-major.

Composée de 7 à 15 officiers supérieurs³ experts dans une ou plusieurs fonctions opérationnelles et dirigée par un officier général du cadre de réserve, l'équipe d'analyse a observé au cours de l'année 1999-2000 : huit exercices "AURIGE" du niveau de la brigade au Centre d'Entraînement des PC de MAILLY, un exercice "GUIBERT/PELICAN" du niveau de la division et un exercice "AIGLE" du niveau du commandement de composante terrestre de théâtre.

C'est un nombre sensiblement équivalent d'exercices qui sera analysé au cours de l'année 2000-2001. Bien sûr, ce procédé d'analyse sert à évaluer le degré de compétence opérationnelle d'une grande unité et permet à la chaîne opérationnelle d'apporter les corrections qui s'imposent. Mais, s'inscrivant dans le cycle doctrinal, cette 3A constitue aussi un véritable outil de validation des systèmes de commandement déterminés par les règlements ainsi que la base pour une optimisation et des évolutions souhaitables de la doctrine.

- LE RETOUR D'EXPERIENCE (Communément appelé *RETEX*) doit constituer une aide au commandement en contribuant à l'amélioration de la capacité opérationnelle de l'Armée de terre dans tous les domaines : doctrine, préparation opérationnelle et entraînement, formation dans les écoles et instruction, conception et évolution des équipements, enfin condition de vie des hommes en opérations.

³ Ces officiers proviennent du CDES (notamment du CREDAT) mais aussi d'autres organismes (écoles comme grands états-majors) ainsi que de la Réserve.

Le recueil des informations est réalisé à partir :

- des rapports de fin de mission rédigés selon un canevas unique,
- des séminaires d'acteurs qui en un temps restreint font remonter à la surface une masse de données sur un domaine spécifique choisi ainsi que des propositions pour résoudre les dysfonctionnements rencontrés,
- des témoignages individuels qui permettent d'affiner les analyses et les études en cours,
- enfin, des missions d'observation qui contribuent à favoriser la compréhension des problèmes du moment.

L'exploitation de ces différentes sources est réalisée selon un processus méthodique d'analyse, de recoupement et de synthèse. Les informations sont alors entrées dans une base de données permettant la recherche et le tri des faits constatés, des leçons qui en ont été tirées, des propositions qui ont été faites et des avis des différents niveaux hiérarchiques. A ce jour environ 150 fiches ont été créées et l'exploitation des rapports se poursuit à un rythme élevé. La validation de ces constats et propositions est, bien entendu, un acte de commandement qui se traduit par la diffusion de recommandations, des directives et toutes sortes d'action correctrices.

Enfin, le **Bureau "Documentation"** est chargé de mettre sur pied un ensemble cohérent destiné à fournir en permanence l'information nécessaire tant en opérations extérieures que pour les activités de formation et de préparation opérationnelle.

Il s'appuie sur deux réalisations récentes :

- LE CD-ROM DE L'ARMÉE DE TERRE, un produit multimédia réalisé à la fin de l'année 1999, diffusé à 15.000 exemplaires

et prévu d'être mis à jour pour Noël 2000. Constituant la référence en matière de doctrine opérationnelle des forces et de préparation au concours du CSEM, ce support contient de manière structurée avec des liens hypertextes la totalité des documents récemment approuvés.

- LE SITE INTERNET DU CDES, mis au point au cours de l'année 1999-2000, qui constitue non seulement une vitrine de présentation des organismes de ce grand commandement mais une base documentaire facilement accessible⁴ ainsi qu'un forum d'échange d'idées.

De plus, le Bureau Documentation aura à exploiter l'un des sites du :

- SYSTEME GEODE, développé pour la consultation et l'échange de documents classifiés entre 22 sites nationaux qui ont été déployés au printemps 2000. La direction d'exploitation nationale de ce système est du ressort du CDES.

Enfin, il devra installer au cours de l'année 2001 puis faire fonctionner :

- LA LIBRAIRIE ELECTRONIQUE DE L'ARMÉE DE TERRE, dont la décision de création date de fin mai 2000 mais qui requiert une définition précise pour son implantation et son équipement. Son contenu, qui ne concernait initialement que la documentation OTAN, a été élargi à l'ensemble des documents réglementaires français en vigueur. Nouvellement créé à partir de la substance même du CREDAT, le COAD constitue une nouvelle preuve de la volonté du CDES de maîtriser tous les aspects du cycle doctrinal et de fournir tant aux forces qu'aux écoles les outils susceptibles d'améliorer leurs performances ♦

⁴ Cette base a été initialement réalisée à partir du CD-ROM mais devrait voir son champ élargi avec toutes sortes d'études tant historiques que sur la pensée militaire ou les développements doctrinaux dans les armées étrangères.

LES OPERATIONS PSYCHOLOGIQUES DANS L'ARMEE BRITANNIQUE

par le lieutenant CADET
du Centre de Recherche du CDES

Les opérations psychologiques dans l'armée britannique sont développées dans un manuel interarmées, appelé JSP-7. Ce document traite notamment de la propagande et de l'utilisation des vecteurs de propagation. Son unique souci est le succès de la mission principale. Les opérations psychologiques participent aux règlements des crises au même titre que les actions politiques, diplomatiques et économiques¹. Pour cela, un cycle complet est mis en œuvre en fonction de l'appréciation du besoin en opérations psychologiques par le commandant de la mission. Ce cycle porte sur l'avant, le pendant et l'après mission.



pas s'opposer à de possibles opérations du même type conduites par des organismes civils.

Les opérations psychologiques concourent à un triple objectif :

- ⇒ affaiblir la volonté de l'ennemi ou "**d'audiences cibles**" potentiellement hostiles,
- ⇒ renforcer les sentiments "**d'audiences cibles**" amies,
- ⇒ gagner le soutien "**d'audiences cibles**" non engagées/neutres.

LA NATURE ET LE ROLE DES OPERATIONS PSYCHOLOGIQUES (OP. PSY)

Le document de l'OTAN AAP-6 donne la définition suivante d'une opération psychologique : "*Une opération psychologique est l'ensemble des activités psychologiques planifiées destinées à des audiences ennemies, amies et neutres en temps de paix et de guerre et ayant pour but d'influencer des attitudes et des comportements qui affectent la réalisation d'objectifs politiques ou militaires...*" La définition souligne l'étendue de ces activités, la nécessité d'objectifs politiques clairs et d'un ciblage préalable de l'audience. Ces activités militaires ne doivent

PSYCHOLOGICAL OPERATIONS IN THE BRITISH ARMY

The conduct of Psychological Operations within the British Armed Forces is detailed in the joint field manual entitled JSP-7. This document deals with the topic of propaganda and the issue of dissemination vectors. The sole objective of the document is to contribute to the success of the main military mission. Psychological Operations can be used for crises settlement as any other mean (political, diplomatic or economic). Therefore a complete cycle may be implemented if deemed necessary by the mission commander.

¹ ➤ **actions politiques et diplomatiques** (déclarations officielles, initiatives du CS des NU, négociations d'alliances, rupture ou reprise des relations diplomatiques).

➤ **actions économiques** (impositions de sanctions économiques, de tarifs douaniers, programmes d'aide civils).

➤ **actions militaires** (déploiements ou démonstration de force, raids, assistance militaire, mesures de restrictions en zone de combat de faible intensité, utilisation de systèmes d'arme à des fins psychologiques).

Ces opérations incluent la "**propagande**" (par messages audio, visuels et audiovisuels).

Elle est définie dans l'AAP-6 comme suit "*l'utilisation d'informations, idées, doctrines ou le recours à des moyens spéciaux de dissémination pour influencer les opinions, les émotions, les attitudes ou comportements d'un groupe spécifié dans le but de bénéficier soit directement soit indirectement à l'émetteur constitué de la propagande*", et toutes les actions pouvant avoir un impact sur "l'audience cible" (AC) :

La propagande dans le cadre des opérations psychologiques est classée soit en fonction de ses objectifs (cohésion ou division) soit en fonction de sa source apparente. La propagande sera alors dite "noire, grise ou blanche".

Les opérations psychologiques sont conduites selon trois niveaux :

- Au niveau stratégique, *les activités psy stratégiques (SPA)* constituent des instruments à la disposition d'une nation pour l'accomplissement d'objectifs dans "l'arène internationale". Les SPA en temps de guerre ou de paix sont utilisées comme complément d'une politique de dissuasion.
- *Les activités psy de consolidation (PCA)* sont menées aussi bien en temps de paix et de guerre. Elles sont destinées à la population civile des zones sous contrôle ami. Elles visent notamment à contrôler les mouvements de population, à soutenir le maintien de la loi et de l'ordre, à contrer et contrôler les rumeurs, et à encourager au maximum la coopération civilo-militaire.

➤ *Les activités psy du champ de bataille (BPA)* sont destinées aux forces ennemies sur le champ de bataille ou aux populations sous contrôle ennemi dans la zone des combats. Ces activités doivent être conçues comme des opérations de combat dont les buts sont :

- d'affecter le moral et l'efficacité au combat des troupes ennemies,
- d'encourager des actions spécifiques de civils sous le contrôle ennemi,
- d'encourager la désertion,
- de contrer la propagande ennemie.

Dans les conflits de faible intensité, l'effort principal ne portera pas sur des objectifs territoriaux mais sur la conquête des cœurs et des esprits de la population civile dans la zone concernée. Cette conquête passera par des *activités hostiles de psy (HPA)* ou des *activités gouvernementales de psy (GPA)*. Avoir conscience de l'importance de la dimension psy permet l'intégration efficace des opérations psychologiques dans la planification tactique et opérationnelle. Toutefois, il est admis qu'une telle composante n'est pas de mise dans tous les conflits et qu'elle ne peut en aucun cas empêcher l'avance d'une armée victorieuse, ni arracher la victoire dans une situation de défaite. Il ne faut pas non plus confondre les opérations psychologiques avec la déception, les relations publiques et la propagande.

Des opérations psy efficaces **exploitent la recherche et le renseignement (RR)** sur l'audience cible (AC). Elles **développent la propagande** aux vues de ces RR. Elles **optent pour un moyen de communication** adapté à la psychologie et aux structures sociales du pays concerné. L'essentiel est d'**être crédible**.

RECHERCHE ET RENSEIGNEMENT SONT ESSENTIELS A L'EFFICACITE DES OPERATIONS PSY

La connaissance et la compréhension approfondie des audiences cibles sont possibles grâce à un *processus continu de recherche, la "BPS"*, dont le rôle est de fournir une source d'information accessible et uniforme sur la cible, d'identifier dans une population cible les groupes vulnérables aux approches psy, et d'attirer l'attention sur des personnages agissant en "leaders d'opinion" et ayant de l'influence.

La forme et le contenu de cette BPS dépendront essentiellement de la nature de la cible. Elle n'est pas limitée à un cadre d'étude arbitraire, mais doit toujours prendre en compte certaines composantes telles que l'environnement social (description de facteurs humains et physiques), culturel ou politique².

La BPS fournit le renseignement de base qui doit être complété par un flot continu de renseignement de situation. Trois types de renseignement ont un intérêt particulier :

- les changements dans les conditions sociales et matérielles de la population cible,
- les modifications dans les comportements suite à des événements politiques et militaires,

- les indications sur l'efficacité des campagnes amies ou hostiles d'opérations psychologiques.

Le recueil du renseignement se fait à partir de cinq sources principales : humaine (HUMINT), documentaire, matérielle, de recherche sociale, et d'analyse de la propagande.

LES CONDITIONS D'EFFICACITE DE LA PROPAGANDE

Pour être efficace, la propagande sera élaborée à partir d'une connaissance précise et juste des conditions et des attitudes de l'audience cible, reposera sur des informations crédibles et véridiques pour l'audience cible, et se présentera sous une forme attractive pour l'audience cible.

Le propagandiste doit être conscient du besoin d'établir et de maintenir une réputation basée sur le respect. Il faut ici souligner la différence qui existe entre la vraisemblance et la véracité d'un message. La vraisemblance est essentielle³. Chaque information doit faire l'objet d'un emploi sélectif. Il existe plusieurs techniques pour gagner l'attention de l'audience qui vont du renforcement de motivation (appuyer une position existante appréciée), à la répétition, en passant par l'anticipation (prendre en compte les objectifs de l'audience), la présentation dramatique (effet choc), l'effet de nouveauté (curiosité).

² On pourra adjoindre à cette étude préliminaire une étude spéciale (SPS) traitant d'un sujet particulier ou encore une évaluation psy spéciale (SPA) pour l'étude des attitudes et des faiblesses des audiences cibles dans les situations de crise.

³ On obtient la vraisemblance grâce :

- au contenu et au style du message,
- à l'utilisation d'une image appréciée,
- à une adaptation aux caractéristiques cognitives de l'audience,
- à la prise en compte des facteurs situationnels,
- à la cohérence des lignes de persuasion.

La propagande peut être catégorisée en fonction de son objectif : cohésion (*promouvoir une bonne volonté mutuelle, et l'amitié vis-à-vis de certains groupes, remonter le moral des troupes, identifier des intérêts communs, développer la coopération entre et au sein de groupes*) ou division (*affecter le moral, encourager l'apathie, la discorde et le défaitisme, créer et développer des dissensions, la subversion, inciter à la désertion*).

La propagande peut aussi être classifiée en fonction de sa source apparente :

Blanche: la source est ouvertement mentionnée,

Grise : la source n'est pas mentionnée,

Noire : le message est attribué à une source "fausse".

Ces adjectifs ne véhiculent pas de jugement quant à la véracité ou le but des messages, ils indiquent seulement à qui on les attribue. La propagande établit *des lignes de persuasion* dans le but d'induire une réaction de la part de l'audience cible. L'OTAN a recours au terme d'"*approche aux opérations psychologiques*" pour se référer à ces dernières. Une ligne de persuasion repose sur une idée ou un sujet. Elle constitue une tactique fondée sur les faiblesses de l'audience ciblées par analyse. Il n'y a pas de limitation dans le choix ou le nombre de sujets. Elle utilise souvent des phénomènes d'adhésion ou de rejet (*In and Out-group*), présente le dénouement comme inévitable ou s'appuie sur la légitimité. On se servira également des symboles qui sont des

éléments simples, suggestifs ayant un impact immédiat sur l'audience cible. Ils sont là pour renforcer des thèmes politiques. Le recours aux rumeurs est aussi possible.

L'analyse de la propagande fournit deux types de renseignement (renseignement psychologique et renseignement conventionnel). Cette analyse peut se résumer à l'étude :

- ↗ de la source (source réelle/source apparente),
- ↗ du contenu (étude quantitative et qualitative),
- ↗ de l'audience (audience apparente, intermédiaire, inattendue, finale),
- ↗ du média,
- ↗ de l'effet.

La contre propagande consiste en des actions destinées à contrer ou à utiliser une propagande hostile. C'est une réponse à la propagande ennemie. Elle peut avoir une fonction défensive (protéger une audience) ou offensive (utiliser les erreurs commises par la propagande ennemie). La planification de la contre propagande trouve sa force dans l'analyse permanente et méticuleuse des données divulguées par l'ennemi. Le recours à une technique de contre propagande (réfutation directe⁴ et indirecte⁵, diversion, immunisation⁶, minimisation⁷, imitation⁸) dépend des missions en cours et des faiblesses de l'audience, anticipation/devancement (reconnaître une défaite avant l'annonce de la victoire par l'ennemi).

⁴ Reprendre le message ennemi et le réfuter point par point dans le détail.

⁵ Réfuter le message ennemi sans le répéter, mais grâce à l'introduction de nouveaux arguments.

⁶ Former l'audience à ignorer tous messages émanant de certaines sources.

⁷ Amoindrir l'importance d'un événement en le comparant avec d'autres.

⁸ Imiter le style des messages ennemis à son profit.

LES VECTEURS DE PROPAGATION DES OPERATIONS PSYCHOLOGIQUES

Les vecteurs psychologiques sont des médias techniques ou non qui ont pour vocation d'établir tous types de communication avec l'audience cible. Ils viennent suppléer ou remplacer la communication interpersonnelle quand l'audience cible est inaccessible, peu réceptive ou simplement trop importante. Il existe trois catégories de médias :

- ↗ *visuelle* (travaux d'impression, film muet, dessins animés, expositions, images statiques),
- ↗ *audio* (tous systèmes utilisant le son pour véhiculer un message : radio, haut-parleurs),
- ↗ *audiovisuelle* (union du son et de l'image : cinéma, télévision). Cette dernière catégorie est de loin la plus efficace.

Le choix d'un média dépend de l'impact sur l'audience, de sa réceptivité, de sa "disponibilité" (nombre de télévision, de radio, etc... par foyer), de l'opportunité.

Les dépliants et les affiches représentent la plus grande part de la production des opérations psy en raison de leurs faibles coûts et de la rapidité d'exécution des travaux. La présentation se base sur la tendance humaine à passer en revue et à assimiler les données par série logique familière. Ces brochures peuvent être distribuées par des moyens d'artillerie, par des ballons, par des drones ou par avion.

Les opérations utilisant des haut-parleurs sont limitées par les capacités (courte portée)

des moyens techniques qu'elles emploient. Les messages peuvent être diffusés en direct ou être enregistrés.

Les autres médias (radio, télé, cinéma) ont comme points communs leur complexité et leur coût. Trouver une audience fidèle nécessite l'élaboration d'un flot continu des nouveaux produits. L'utilisation de ces médias requiert la mise en place d'un état-major de rédacteurs et de techniciens.

Les émissions radio sont particulièrement bien adaptées à la diffusion de la propagande. Ce moyen conjugue attrait, rapidité, modularité et grande portée. Il permet de toucher une large audience de manière presque instantanée. Son seul rival reste la télévision. Ses inconvénients sont sa vulnérabilité au brouillage, ses limitations techniques, la disponibilité de l'écoute, sa dépendance électrique, son aspect éphémère.

La télévision est le média le plus influent. Il conjugue à la fois la puissance du visuel (image/cinéma), le son et l'immédiateté (radio). De plus, il constitue un moyen traditionnel de divertissement.

Le cinéma est un média influent, populaire et largement répandu. Il possède une grande crédibilité, s'adresse à un large public, convoie un facteur émotionnel et assure la pérennité du message.

Les performances "live" - ballets, pièces de théâtre - ont encore un large succès dans les pays sous-développés, mais leur impact est moins important que celui du cinéma ou de la télévision.

LA PLANIFICATION ET LA MISE EN ŒUVRE D'UNE CAMPAGNE D'OPERATIONS PSYCHOLOGIQUES

La planification et la mise en œuvre d'op. psy se font progressivement. Chaque étape est révisée et réévaluée en fonction du renseignement disponible. Le processus de planification et de mise en œuvre comprend cinq étapes :

- ① **la recherche initiale et le renseignement,**
- ② **l'appréciation,**
- ③ **l'analyse de la cible,**
- ④ **la production (élaboration du produit) et la dissémination,**
- ⑤ **le monitoring de la campagne.**

La recherche fait suite à l'identification d'un besoin d'opérations psychologiques. Même s'il est impossible de déterminer exactement la situation psychologique au moment des opérations psychologiques, une étude de l'univers psychologique de référence est possible et permettra aux planificateurs d'identifier une audience cible.

La planification commence lorsque la mission opérationnelle du commandant est connue et dès que les besoins en op. psy ont été anticipés. L'élaboration des missions psychologiques doit tenir compte du but de la mission opérationnelle et prendre en compte la situation actuelle.

La mission opérationnelle du commandant peut être soutenue par la préparation de plusieurs missions psychologiques. Ces missions auront pour but de développer certaines attitudes ou comportements de l'audience cible susceptibles de favoriser la réalisation de la mission opérationnelle du commandant.

L'appréciation des opérations psychologiques permet d'identifier les missions psy. Cette appréciation se base sur les conditions de vie et les attitudes connues de l'audience cible potentielle. L'évolution de ces conditions et attitudes peut amener à la définition de nouvelles missions psy. Les lignes de persuasion doivent être adaptées aux objectifs psychologiques. A ce niveau, il faut choisir les thèmes et les symboles qui seront utilisés par ces lignes de persuasion. Les indicateurs sont des facteurs qui permettent d'étudier la réponse de l'audience cible à la campagne.

Le plan de campagne comprenant l'audience cible, les messages et le choix du média doit être présenté pour approbation ou modification à l'autorité responsable de la prise de décision. C'est à ce stade que commencent la modélisation (les maquettes) et les tests. L'élaboration des produits de propagande doit être soigneusement pilotée par l'autorité de contrôle de la campagne pour s'assurer du respect et de l'intégrité du message d'origine dans le produit fini.

Une des tâches les plus ardues est de déterminer l'impact de la propagande, en particulier si l'audience cible se trouve dans une zone interdite aux forces amies. De plus, le risque de gaspiller des moyens limités est grand si la force n'est pas en mesure d'évaluer le déroulement de la campagne. Le terme de "feedback" est utilisé pour décrire l'ensemble des informations qui indiquent le niveau de performance de la campagne (son effet sur la population cible). Le feedback dépend de l'évaluation directe ou indirecte des indicateurs. La campagne devra être ajustée/modifiée en fonction du feedback. Cet ajustement peut aller d'un simple changement d'intensité à une réévaluation

des objectifs psychologiques. La validité du *feedback* doit être contrôlée avant d'entreprendre un ajustement quelconque.

A la fin de la campagne, les réactions de l'audience seront analysées dans le but de connaître exactement leur cause.

L'ORGANISATION ET LE CONTROLE DES OPERATIONS PSYCHOLOGIQUES MILITAIRES DU ROYAUME-UNI

L'organisation d'opérations psychologiques militaires par le Royaume-Uni est encadrée par une surveillance politico-militaire du gouvernement et des niveaux inférieurs. Elle suppose la mise en place d'officiers d'état-major spécialisés dans ces opérations au sein des états-majors concernés, et la mise à disposition d'une ou plusieurs unités spécialisées dans les opérations psychologiques,

Le Royaume-Uni ne dispose pas encore d'une telle organisation. Néanmoins les opérations psychologiques restent possibles grâce notamment aux capacités alliées dans ce domaine, aux infrastructures civiles de la nation hôte sur un théâtre d'opérations, au personnel et aux équipements militaires britanniques qui peuvent être dégagés de leur tâche première pour être utilisés dans de telles opérations⁹. Le bureau du *Commonwealth* et de l'étranger (FCO) est responsable de

toutes les initiatives de temps de paix ayant pour but d'influencer les attitudes ou comportements au profit des objectifs britanniques.

En temps de guerre ou de crise, le FCO garde cette responsabilité au niveau stratégique, mais la conduite d'opérations psychologiques appropriées aux niveaux tactique et opérationnel incombe aux commandants militaires. Ces opérations psychologiques doivent être dans la ligne des actions menées par des organismes civiles (cohérence). C'est au niveau du conseil de ministres que sera décidé la participation d'un ou de plusieurs départements d'Etat (ministère de la défense, etc...) à ces opérations de niveau stratégique. Ensuite, des instructions particulières seront données par la chaîne de commandement aux commandements tactiques et opérationnels.

Des comités d'approbation pour la conduite d'opérations psychologiques aux niveaux tactique et opérationnel dans des conflits de faible intensité pourront être constitués. L'importance potentielle de la dimension psychologique dans un conflit doit résulter dans la nomination d'un officier spécialisé dans ce domaine aux siens de tous les états-majors militaires principaux. Enfin tous les produits utilisés dans les opérations psychologiques doivent être conformés au droit des conflits armés ♦

⁹ personnel ayant des qualifications linguistiques, transmetteurs militaires, capacités audiovisuelles militaires et d'impression.

POUR UNE DOCTRINE DU DROIT OPERATIONNEL⁽¹⁾

**par le chef d'escadron MASSONI
de la division Emploi du CFAT**

Sarajevo, 1996. L'IFOR a succédé à la FORPRONU, les procédures et méthodes de travail de l'OTAN à celles de l'ONU. Le plus remarquable pour un observateur français est le poids relatif de la composante juridique au sein de l'état-major. En effet, sous les ordres du conseiller juridique du commandant de l'IFOR, travaille tout un bataillon d'officiers juristes, essentiellement d'origine américaine. Ces derniers sont d'ailleurs relayés par d'autres juristes présents dans les échelons subordonnés. A l'instar de la logistique, il existe au sein de l'IFOR une véritable chaîne juridique.



du FM 100-5 ("Operations") et, d'autre part, le manuel de droit opérationnel ("OPLAW handbook"), document à vocation plus pratique que réglementaire.

De ces documents, il peut être tiré une définition concise du droit opérationnel : la partie du droit interne, étranger et international, qui influe de manière spécifique sur les opérations militaires. Le droit opérationnel constitue ainsi la partie du droit qui concerne les armées. Il doit cependant être distingué du droit organique, qui régit les activités militaires non opérationnelles (organisation, ressources humaines, budget...).

La présence de nombreux juristes américains reflète l'importance de l'une des composantes de l'armée américaine, le *Judge advocate general*, plus communément dénommé *JAG*. Plus que l'importance du *JAG* au sein de l'armée américaine, ce qui est remarquable est son emploi : résolument tourné vers l'opérationnel, il s'inscrit dans un concept, "operational law" ou OPLAW (droit opérationnel). En fait, ce concept cache une véritable doctrine dont il convient de se demander dans quelle mesure elle peut être transposée dans nos armées. En effet, le concept "operational law" constitue la base d'une véritable doctrine décrite dans différents règlements, directives, manuels de l'armée américaine. Parmi cette importante documentation, il convient de citer tout particulièrement, d'une part, le FM 27-100 ("Legal operations"), véritable pendant juridique

A DOCTRINE FOR OPERATIONAL LAW

The concept of "operational law" is the basis of a complete doctrine developed in several US Army references documents, directives and field manuals. Among these abundant references, it is important to cite the FM 27-100 "legal operations", which constitute the legal framework of the FM 100-5 "Operations", and the Operational Law Handbook, which covers more practical aspects.

A concise definition of operational law stems from the above mentioned references i.e. it is the part of national, foreign and international law, which has a specific influence on military operations. Operational Law (OPLAW) thus constitutes the part of law which concern forces. It is different from "organic law", which regulates military operations other than operational (organisation, manning, budget).

¹ article paru dans La Tribune n° 19, publié avec l'aimable autorisation du CID.

UN CONCEPT INTERESSANT

A première vue, l'association des vocables "droit" et "opérationnel" peut laisser croire à une influence restrictive, donc négative, du premier sur le second. Heureusement, il en est tout autrement : cette conception du droit ne doit pas être considérée par les "opérationnels" comme une entrave, mais bien comme un soutien. L'intérêt du concept OPLAW réside dans sa philosophie, sa finalité et, bien entendu, dans l'intégration de l'analyse juridique au processus opérationnel.

Notons, d'abord, que le concept est délibérément tourné vers les opérations. Le règlement encadrant les activités juridiques (FM 27-100) s'insère intentionnellement et expressément dans le cadre tracé par les règlements définissant les doctrines des opérations (FM 100-5) et du soutien, (FM 100-10, "*combat service support*"). Au demeurant, son titre, "*Legal operations*", constitue, à lui seul, tout un programme. Aussi n'est-il guère étonnant que le concept OPLAW repose sur les notions de flexibilité et de réactivité. Les principes de base des opérations (initiative, agilité, profondeur et synchronisation) et les impératifs du soutien (anticipation, intégration, continuité, réactivité et improvisation) guident, en conséquence, l'action des juristes américains.

Remarquons, ensuite, que la finalité du concept OPLAW est, d'un strict point de vue opérationnel, positive : contribuer à la liberté d'action du commandement. Il s'agit non seulement d'aider le commandement à employer les moyens dont il dispose de manière conforme au droit, mais aussi de lui permettre de mieux maîtriser les restrictions. Ainsi, le juriste n'est pas seulement celui qui pointe ce qui est interdit mais aussi celui qui

montre l'étendue de ce qu'il est possible de faire. A ce titre, la doctrine américaine reflète un souci constant, celui d'identifier les restrictions à l'emploi de la force erronément motivées par une méconnaissance du droit, notamment du droit des conflits armés. Il est vrai que, de nos jours, la tendance naturelle des chefs et de leur état-major est de respecter le droit, souvent en s'imposant des limites plus contraignantes qu'il n'est nécessaire. Le problème n'étant plus de savoir s'il faut, lors des opérations, respecter le droit, mais comment le respecter, l'action du juriste est un facteur d'efficacité.

Enfin, autre pôle d'intérêt, le concept OPLAW se caractérise par une étroite intégration du droit au processus opérationnel. L'action du juriste s'inscrit donc pleinement dans le cadre de la planification et de la conduite des opérations. Le juriste ne travaille pas "en censeur" contre les opérationnels, mais avec ces derniers en contribuant à l'élaboration du "produit final", plan d'emploi ou ordre d'opérations. A ce titre, dans une perspective plus française, il pourrait être fait un parallèle entre le juriste et le logisticien : leur action ne constitue pas une manœuvre indépendante, mais, au contraire, s'inscrit dans le cadre général de l'emploi des forces. Dans certains domaines, plus sensibles, il peut même être constaté une certaine imbrication entre le droit et les opérations : actions civilo-militaires, opérations spéciales, communication-média.

EFFET DE MODE OU REEL BESOIN ?

L'origine américaine du concept OPLAW peut susciter un certain scepticisme.

D'aucuns ne manqueront d'affirmer que l'intérêt opérationnel du concept ne constitue que l'habillage militaire d'une mode voire d'une obsession de la société américaine. Il est vrai que les Etats-Unis constituent un paradis pour les avocats dont une moitié défend les intérêts de ceux qui sont poursuivis par l'autre moitié. En dépit de la relative véracité de ce constat, il n'est pas déplacé de s'interroger sur l'opportunité et la possibilité d'importer et d'adapter un tel concept. A cet égard, remarquons que le concept de droit opérationnel ne constitue pas un monopole de nos alliés américains. Leurs voisins canadiens, qui disposent eux aussi d'un JAG, parlent également de droit opérationnel.

Dans une perspective française, cette fois, le concept de droit opérationnel correspond à un véritable besoin. En effet, le cadre juridique des opérations est particulièrement complexe. Le premier facteur de complexité découle de la dualité du droit applicable mêlant, de manière subtile, droit international et droit interne. Le second facteur de complexité réside dans le cadre de l'action des forces armées. La notion américaine d'*operations other than war* rappelle, de manière fort pertinente, que l'environnement habituel, la "crise", est *de facto* plus proche de la guerre, tout en se situant, en droit, dans un cadre de paix. Il s'ensuit pour nos opérationnels un besoin de lisibilité et de sécurité.

La lisibilité peut se définir comme la compréhension du cadre juridique de l'action. C'est particulièrement vrai lorsque les opérations découlent du droit international. Les opérations de soutien de la paix qu'elles soient placées sous le contrôle de l'ONU ou simplement autorisées par cette

dernière reposent sur un mandat dont il convient de tracer les limites. Les interventions d'humanité, autrement dit de protection des ressortissants, ne sont pas des plus claires, au plan juridique, notamment en l'absence de consentement exprès de l'Etat sur le territoire duquel se déroule l'opération.

La sécurité est une aspiration légitime du commandement dont l'action ou l'abstention peut justifier une mise en cause ultérieure. La montée en puissance de la justice pénale internationale n'est pas pour rassurer. Notons, alors que se développe le concept de protection juridique dont le fondement -il convient de le rappeler- est inscrit dans le statut général des militaires de 1972, qu'il semble préférable de prévenir plutôt que de guérir. La meilleure protection du commandement n'est-elle pas de bien le conseiller ? En conséquence, le concept de droit opérationnel ne doit pas être considéré comme un effet de mode, mais plutôt comme un véritable besoin.

Est-il possible d'importer le concept américain de droit opérationnel ? Oui, à condition de procéder à quelques indispensables aménagements. En clair, il faut retirer du concept ce qui est spécifiquement américain et y intégrer quelques spécificités françaises. L'une des particularités de l'action des juristes militaires américain est leur participation au système de la justice militaire. Ceux-ci ne sont pas uniquement des conseillers juridiques mais aussi des avocats appelés successivement à représenter le ministère public ou à défendre les intérêts des militaires poursuivis. C'est à travers ce rôle que l'action des juristes américains est popularisée ; Tom CRUISE dans "Un homme

d'honneur" et une série TV américaine ("JAG") ont largement contribué à ce stéréotype. Ce volet de l'action des juristes américains n'a pas de raison d'être en France. La justice des militaires étant, en France, essentiellement civile, le juriste n'agit pas en avocat mais en simple conseiller juridique.

A l'inverse, il doit être tenu compte des particularités françaises. Parmi celles-ci, citons la quête de la légitimité et de la légalité de l'action. Pour s'en convaincre, il suffit de relire le Livre blanc sur la défense de 1994 et, plus précisément, les chapitres 3 et, surtout, 4. L'une des trois missions assignées aux forces armées est la contribution aux actions en faveur de la paix et pour le droit international ; le cinquième scénario d'emploi des forces s'intitule "opérations en faveur de la paix et du droit international".

Il est clair que le respect du droit n'est pas uniquement motivé par des considérations morales, mais également par la recherche d'un certain effet d'affichage.

Dans ce cadre, les forces armées se doivent tant de rester "dans l'épure" que de démontrer à l'opinion publique la légalité de leur action. Pour le juriste, il ne s'agit plus seulement de conseiller, mais également de participer à l'élaboration d'argumentaires démontrant le bien-fondé, d'un strict point de vue juridique, de l'action de nos forces.

Toutefois, à l'image de l'armée américaine, l'adoption du concept de droit opérationnel requiert impérativement deux éléments : se doter d'une véritable doctrine d'emploi et de la ressource humaine nécessaire.

LA NECESSITE D'UNE VERITABLE DOCTRINE JURIDIQUE OPERATIONNELLE

Adopter le concept de droit opérationnel implique pour corollaire de définir une véritable doctrine juridique opérationnelle. Précisons, en l'espèce, qu'il ne s'agit pas de concevoir une "usine à gaz doctrinale" destinée à flatter l'ego des juristes, mais plus simplement d'accomplir un effort de clarification et de formalisation dans l'intérêt de tous. Il serait regrettable, alors que les procédures de travail des états-majors opérationnels sont décrites avec précision et rigueur, que le volet juridique des opérations demeure intuitif. Il ne faut pas se leurrer, à l'instar de Monsieur Jourdain, les armées, loin de faire l'impasse sur le droit, l'intègrent dans la planification et la conduite des opérations. L'un des exemples récents les plus marquants est l'opération Nautile menée par la Marine nationale au large de l'atoll de Mururoa lors de la dernière campagne d'essais nucléaires. Il n'est pas exagéré d'affirmer que la Marine a gagné la "bataille de Mururoa" sur le terrain du droit, et plus particulièrement du droit de la mer. C'est, en effet, la méconnaissance par Greenpeace de la Convention de Montego Bay qui lui a fait perdre le contrôle de sa "flottille". La légalité de l'action de notre Marine a d'ailleurs été prouvée a posteriori, toutes les procédures contentieuses initiées par l'organisation écologique dans plusieurs Etats s'étant révélées des coups d'épée dans l'eau.

L'élaboration d'une telle doctrine ne manquerait pas de susciter plusieurs questions préalables : qui ? Pourquoi ? Comment ? La première question est immanquablement la plus délicate. En clair, il s'agit de désigner le pilote. En l'espèce, il

s'agit d'opter entre, d'une part, l'Etat-major des armées (EMA) et, d'autre part, la nouvelle direction des affaires juridiques (DAJ), composante du secrétariat général pour l'administration née à la suite de la restructuration de ce dernier en mars 1999.

Ses attributions sont définies par le décret n° 99-164 du 9 mars 1999. Toutefois, si ses attributions sont claires en matière organique², il en est autrement en matière opérationnelle, domaine dans lequel la primauté de l'EMA semble difficilement contestable. En tout état de cause, dans l'expression "droit opérationnel", la substance réside dans le dernier vocable. Le concept étant dévolu au service du commandement opérationnel, il est logique que la doctrine en incombe à l'EMA.

Les objectifs poursuivis par le concept sont plus facilement identifiables. Il s'agit d'éclairer le commandement, de le conseiller aux fins de prévenir les difficultés, et de lui donner les moyens juridiques de réagir. Eclairer le commandement consiste à lui permettre la meilleure lisibilité juridique du cadre de son action, en identifiant, notamment mais non exclusivement, les limites, obligations, restrictions et risques qui grèvent son action. C'est aussi contribuer à élargir son espace de manœuvre en éliminant toutes les entraves à la liberté d'action résultant d'autolimitations inspirées par une vision du droit plus restrictive que nécessaire. Conseiller, c'est, pour le juriste, proposer les solutions juridiques qui permettent d'atteindre les objectifs assignés par le commandement dans les meilleures conditions. Il s'agit donc de privilégier

l'esprit sur la lettre, de participer au processus de prise de décision et d'élaboration des ordres tout en veillant scrupuleusement à rester à sa place : le conseiller juridique identifie et évalue les risques que seul assume le commandement. Résumé d'une manière lapidaire, le juriste est libre de dire ce qu'il veut au commandement qui, quant à lui demeure libre de l'écouter ! En fait, l'efficacité du conseiller juridique repose sur deux notions essentielles : sa crédibilité et la confiance que le commandement lui accorde. Prétendre anticiper toutes les difficultés apparaissant ambitieux, le juriste doit également savoir réagir aux incidents, autrement dit en limiter la portée.

Enfin, l'élaboration d'une doctrine requiert de déterminer un mode de fonctionnement (comment ?). De manière très schématique, la participation des juristes au processus opérationnel pourrait être envisagée à travers deux idées forces : l'intégration et l'imbrication. L'intervention du juriste doit d'abord être intégrée au processus opérationnel et non décalée. Certaines rubriques, les règles d'engagement, par exemple, impliquent activement le juriste. L'imbrication, quant à elle, résulte de ce que différents domaines concernent de manière incidente les juristes. Prenons l'exemple de la communication. Au risque de courroucer les spécialistes de la communication, il convient de remarquer que la détermination des "éléments de langage" n'est pas sans potentielles conséquences juridiques, ceux-ci pouvant se retourner contre nous !

² Conseil et assistance "de l'ensemble des états-majors, directions et services du ministère sur les questions juridiques d'ordre interne, européen ou international liées à leurs activités", élaboration des "projets de textes législatifs et réglementaires intéressant le ministère de la défense", élaboration des instruments conventionnels de droit international, contentieux, justice militaire.

D'une manière plus générale, il peut être intéressant de s'inspirer, en la matière de la doctrine américaine : le recours à ce qui pourrait être qualifié de "méthode d'analyse des problèmes juridiques". A l'instar de la méthode de raisonnement tactique ou de la méthode MARS, il existe une méthode d'analyse juridique, également sous forme de questionnaire ou de «*check-list*».

UN BESOIN DE CONSEILLERS JURIDIQUES MILITAIRES

Le concept de "droit opérationnel" ne repose pas uniquement sur une doctrine d'emploi. Encore faut-il disposer de la ressource humaine nécessaire. Le conseil juridique, et tout spécialement en opération, constitue un véritable métier qui nécessite d'indispensables qualités. La difficulté provient du fait qu'il faut mêler étroitement deux cultures, opérationnelle et juridique. Dès lors, deux options sont envisageables : transformer des opérationnels en juristes ou, au contraire, "militariser" des juristes. En dépit des apparences, la première option est, de loin, la plus satisfaisante. La seconde option, privilégiant la technicité, occulte les effets bénéfiques de l'expérience militaire et la connaissance des différentes armées. Selon la nature de l'opération, terrestre, aérienne

ou maritime, le conseiller juridique doit appartenir à l'Armée de terre, à l'Armée de l'air ou à la Marine. Dans le cadre de la seconde carrière, le droit opérationnel pourrait constituer une filière du pôle de compétence juridique ("réglementation et activités juridiques" selon la sémantique de l'Armée de terre). Enfin, disposer d'officiers ayant un niveau d'études juridiques "bac+5" ne saurait en aucun cas constituer une gageure. Dans le cas de l'Armée de terre, principale concernée par les opérations terrestres, le volume d'officiers s'engageant dans le cadre de l'enseignement militaire supérieur du premier ou du deuxième degré recèle un nombre suffisant de candidats déjà titulaires d'une formation universitaire en la matière ; le complément (une ou deux années d'étude) peut fort bien être dispensé dans le cadre de l'EMSST.

Le concept américain de droit opérationnel constitue donc une approche intéressante qu'il est, au prix de quelques aménagements, possible d'adapter au cas français. Alors que nos armées en cours de professionnalisation sont de plus en plus souvent engagées dans des opérations à l'extérieur du territoire national, il n'apparaît pas excessif de se doter d'un personnel apte à assurer cette fonction ♦

PHENOMENES DE MASSES ET DE FOULES⁽¹⁾

*par le capitaine Philippe BOURDAN - 2^{ème} Régiment Etranger de Parachutistes
stagiaire du CFCU (Centre de Formation des Commandants d'Unités) 2000/1 au GPO/EAI
(Groupe de Perfectionnement des Officiers/Ecole d'Application de l'Infanterie)*

L'engagement opérationnel et la foule ! Pourquoi vouloir rapprocher ces deux entités ? Pourquoi vouloir étudier les liens qui les unissent ou les séparent ? Pour au moins trois raisons :



Pour l'individu, dès lors qu'un stade de besoins est satisfait, la recherche du contentement se reportera sur le stade suivant. Pour le groupe, il pourra en être de même, bien qu'il est admis que les passerelles sont moins identifiables.

LA MASSE PRIMITIVE : NIVEAU 1

La première est que le sujet, à défaut d'être nouveau, est peu traité. Seules des études de psychologie sociale, de psychologie objective ou de sociologie fournissent des réponses sur le comportement des masses et des foules. Pour le militaire aucun document exploitable au niveau des petites unités sur les mouvements de foules et les conduites à tenir face à celles-ci, n'est édité. La deuxième raison est que, même s'il est rarement traité au plan tactique ou stratégique, il est d'actualité. Pas une crise qui ne voie l'engagement de forces armées en mission d'interposition, en contrôle de mouvements de foules. Pas une intervention qui ne doive faire face à une masse humaine. Rwanda, Brazzaville, Kosovo, les exemples sont nombreux. La troisième raison est d'attirer l'attention des cadres de l'Infanterie sur cette "menace" quasi constante. La prise de conscience est nécessaire afin de mieux appréhender la mission.

L'irruption de la foule sur les zones d'affrontements, son attitude animale, idéologique ou médiatique amène le militaire à réfléchir en, amont de toute intervention, afin de mieux comprendre ses modes de fonctionnement. Il existe trois grandes familles de "masse-foule" identifiables sur le terrain, dont les comportements s'expliquent !

INDIVIDU	GROUPE
STADE 1 PHYSIQUE (besoins vitaux)	MASSE PRIMITIVE
STADE 2 SECURITE	NIVEAU 1
STADE 3 SOCIAL	FOULE IDEOLOGIQUE
STADE 4 ETRE RECONNU	NIVEAU 2
STADE 5 REALISATION	FOULE MEDIATIQUE NIVEAU 3

Précisons d'abord que le terme "primitif" ne préjuge en rien de la zone d'implantation géographique. Cette masse pourra être rencontrée tant en Occident (exemple des banlieues) qu'ailleurs. Cette masse primitive se caractérise par le fait que certaines émotions envahissent subitement tout le champ de la conscience des individus qui la composent. Cette émotivité vient de ce que certains besoins

MASSES AND CROWDS PHENOMENON

Operational commitment and crowds! Why one should want to link both notions? Why study what units and separates them? For at least three reasons i.e. the issue is not often dealt with, it is of significance at strategic or tactical level and lastly, infantry commanders should be aware of this new threat. It is essential to be aware in order to fully understand and complete the mission.

The presence of crowds with various attitudes on crisis spots now forces commanders to understand their operating modes.

¹ Déjà paru dans Fantassins.

physiologiques ne sont plus satisfaits : sentiment de sécurité, manger à sa faim, dormir...

Dès lors la masse réagira de façon instinctive (voire hystérique), non coordonnée, bref, de manière "animale" sur le terrain, cette masse primitive sera facilement reconnaissable. Il s'agit d'un flot de réfugiés, de ressortissants, de populations disparates cherchant des zones sécurisées, de la nourriture, etc... Venant de toutes les directions, encombrées de charrettes, tracteurs, bétail et bagages, terrorisées, agressives parfois, difficiles à raisonner, pouvant se livrer au pillage, au lynchage. PLATON disait que le pouvoir des masses est une ivresse, Cette masse sera toujours présentée comme "VICTIME".

LA FOULE IDEOLOGIQUE : NIVEAU 2

La foule garde certains traits de la masse comme la crédulité et la prépondérance de l'affectivité. D'ailleurs une foule peut, à l'issue d'un rassemblement lors d'une dislocation, redevenir immédiatement une multitude de "masses" (exemple : pillage en fin de manifestation), l'inverse n'est pas vrai, tant que les besoins physiologiques ne seront pas comblés.

La foule idéologique est coordonnée, au service d'un Dieu, d'une religion d'Etat ou d'un concept. L'adversaire est diabolisé (lutte du Bien contre le Mal) ; les fanatiques ne sont jamais très loin. Sur le terrain, la représentation peut se faire sous forme d'un bloc compact, de flux de manifestants. La foule peut être dirigée par des MENEURS, être infiltrée d'hommes armés cherchant la confrontation. La foule se caractérise par l'apparition de drapeaux, banderoles, affiches et slogans. La foule peut être présentée comme "MARTYRE, PROPAGANDISTE, PATRIOTE, etc..."

LA FOULE MEDIATIQUE : NIVEAU 3

Immature, revêtant les idées du "prêt à penser", fonctionnant par stimuli ou matraquage médiatique et se pensant détentrice de la vérité universelle, cette dernière catégorie est "parasitaire" en ce sens qu'elle se greffe souvent sur les deux premières pour leur donner une assise internationale. Elle ne peut fonctionner sans le relais des média. Un exemple caractéristique est celui de la place Tien An Men, où un manifestant chinois fit plus pour la cause des étudiants que les «*sittings*» de milliers de personnes. Cette foule est "L'AUDIMAT, PUBLIC INTERNATIONAL".

En somme, il paraît nécessaire et utile de prendre conscience, comme le soulignait L.F. CELINE, que "Les *moments émus* de la masse (foule) tournent rapidement à l'*hystérie* ! A la sauvagerie, au pillage, à l'assassinat (...), la pente humaine est carnassière". Le cadre militaire devra dès lors intégrer ce paramètre des opérations dans sa méthode de raisonnement tactique, ne pas se contenter de remplir le paragraphe "population" de son ordre initial par un laconique "population favorable". Car celle-ci ne l'est jamais ; au mieux elle gêne son action (niveaux 1 et 3), au pire, elle lui est défavorable (niveaux 2 et 3).

A ce titre, ne faut-il pas, d'ores et déjà, amener la réflexion sur l'acquisition de matériels adaptés à ces menaces particulières ? Si la dotation des unités avec des équipements habituellement attribués aux forces de maintien de l'ordre (bouclier, visières, etc) semble acquise, quid de l'armement et des munitions non létales (munitions caoutchouc, munitions particules plastiques, munitions lacrymogène, etc), qui présentent l'avantage de mieux répondre au concept de "riposte graduée" et de "force maîtrisée" ? ♦

"L'INTERVENTION D'HUMANITE" COMME FONDEMENT JURIDIQUE DES OPERATIONS MILITAIRES AU KOSOVO

par le commissaire commandant NAUDIN
stagiaire au CESCAT

(Centre d'Enseignement Supérieur du Commissariat de l'Armée de Terre)

Peu après l'échec des entretiens entre Richard HOLBROOKE et Slobodan MILOSEVIC, le 24 mars 1999, le secrétaire général de l'OTAN, Javier SOLANA, ordonnait le début des bombardements -opération force alliée- contre la RFY pour la contraindre à accepter le plan de paix au Kosovo. Finalement après 79 jours de campagne aérienne le pire était évité, puisque Slobodan MILOSEVIC était «contraint d'accepter le retrait des forces serbes du Kosovo et le retour des réfugiés albanais ainsi que la présence d'une force internationale sous commandement OTAN et le principe de l'autonomie «substantielle» de la province au sein de la Fédération¹».



réinventer les pratiques de la guerre «juste», l'intervention au nom de la morale se substituant à celle effectuée au nom du droit ? Face à une telle situation la problématique de l'interventionnisme ne pouvait manquer de resurgir. Il convenait donc de rechercher une source de droit qui permette de justifier cette nouvelle forme d'intervention soustractive collective.

Pour certains, celle-ci semble avoir été trouvée par la réactivation du concept d'intervention d'humanité. Mais même si la doctrine et la pratique reconnaissent la validité d'un tel concept, il n'en demeure pas moins que celui-ci reste assujéti dans son emploi à des règles strictes et que sa licéité est soumise à conditions.

L' intervention au coeur du débat

On connaît l'attachement que la communauté internationale porte au respect

HUMANITARIAN INTERVENTION AS JURIDICAL BASIS FOR MILITARY OPERATIONS IN KOSOVO

After the recent failure of talks between Richard Holbrooke and S. Milosevic on March 24th, 1999, the General Secretary of NATO, Javier Solana, gave the order initiating the campaign of bombings -"operation Allied Force" - on the Federal Republic of Yugoslavia to constrain the country to accept the peace plan in Kosovo.

The real trigger of the Alliance intervention was the humanitarian assistance duty to counter crimes perpetrated in Kosovo. Some observers reckon that the Alliance had sufficient force to conduct its operations but no right. Therefore the juridical basis of this intervention may be questioned. This intervention severely attacked the concept of national sovereignty and thus opened a space for interference in a system of collective defence.

Bien sûr, c'est le devoir d'assistance humanitaire face aux exactions commises au Kosovo qui aura été le véritable moteur de cette intervention de l'Alliance, car bien entendu, il convenait de réagir énergiquement face à une situation humanitaire dramatique. Pour certains observateurs, il est pourtant difficile de ne pas considérer que tout au long de ces opérations, l'Alliance atlantique aura eu de son côté uniquement la force et non le droit pour mener ses actions. Dès lors, ils s'interrogent sur les fondements juridiques d'une telle opération. Cette intervention au Kosovo ne porte-t-elle pas un coup de grâce au principe du respect des souverainetés nationales, en rendant possible dans un système de sécurité collective, l'ingérence de tous contre un ? Et ce, alors qu'aucun droit d'ingérence automatique dans les violences internes d'un Etat n'est reconnu semble-t-il à quiconque. En outre, les occidentaux par leur intervention, ne seraient-ils pas en train de

¹ Frédéric BOZO : «De la bataille des euromissiles à la guerre du Kosovo, l'Alliance atlantique face à ses défis» ; *Politique étrangère*, automne 1999.

de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats. Ces notions ont été d'ailleurs érigées, afin d'en garantir leur effectivité, en principes fondamentaux par le droit international public ; leur finalité première étant d'assurer la coexistence entre des Etats qui, quelles que soient leur taille ou leur puissance, bénéficient tous du principe de l'égalité souveraine. Ces principes de souveraineté et d'égalité des Etats sont d'ailleurs à l'origine d'un autre principe, celui de non ingérence ou de non intervention -les deux termes ayant en droit la même signification-. Ce dernier principe a été rappelé solennellement, d'une part par plusieurs résolutions des Nations Unies², et d'autre part par a été mis en exergue par la Cour internationale de Justice dans deux arrêts célèbres : tout d'abord celui de 1949 sur le détroit de Corfou et ensuite en 1986 dans l'affaire Nicaragua/Etats-Unis.

Aussi, les exceptions au principe de non intervention se trouvent-elles extrêmement limitées. La licéité d'une intervention étant reconnue, en premier lieu, lorsqu'elle est sollicitée par le gouvernement légitime d'un Etat, puisque chaque Etat est maître de ses alliances et titulaire exclusif des compétences exercées sur son territoire ; et en second lieu, lorsqu'elle est décidée par le Conseil de Sécurité des Nations Unies, dans le cadre de sa responsabilité principale en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales³. Dans ce contexte, et en dehors des cas susmentionnés, *l'intervention d'humanité* semble constituer un autre cadre juridique qui permet de recourir à la force armée sur une grande échelle, comme cela s'est passé au Kosovo.

² Résolutions 2131 (XX) et 2625 (XXV).

³ Articles 2, paragraphe 7 de la Charte de l'ONU.

⁴ Notamment au travers de ce que l'on appelle la question d'Orient;

⁵ Ainsi, au XIX^{ème} siècle, les interventions en faveur de tous les chrétiens persécutés de l'empire ottoman, quelle que soit leur nationalité à titre d'exemples récents nous pouvons citer le raid israélien du 4 juillet 1976 sur l'aéroport d'Entebbe en vue de délivrer les victimes d'un détournement d'avion et l'opération française de Kolwesi au Zaïre dans les années 70 menée au bénéfice de tous les Européens.

Une théorie issue des conceptions de la «guerre juste»

L'intervention d'humanité, a été consacrée dès le XIX^{ème} siècle pour permettre à une grande puissance de protéger ses propres ressortissants à l'étranger ou des minorités religieuses⁴. Elle se distingue à bien des égards de *l'assistance humanitaire*. Alors que cette dernière vise à protéger des populations civiles affectées par des conflits ou des catastrophes naturelles, repose sur des moyens spécifiques, suppose le consentement des Etats concernés et est assurée par des organismes humanitaires - quitte à ce qu'ils soient épaulés par des Etats, *l'intervention d'humanité stricto sensu* signifie tout autre chose. Elle est d'origine étatique et présente le plus souvent un caractère unilatéral -alors que *l'assistance humanitaire* est le plus souvent autorisée par un organe international- Elle répond à des atteintes criminelles au droit humanitaire commises par un appareil d'Etat, ou par des groupes privés au sein d'un Etat, contre des individus ou des groupes sur le territoire de cet Etat. Elle est destinée à faire cesser les atteintes criminelles qui l'ont justifiée et implique le recours à la force armée contre ceux qui prétendent s'y opposer. Enfin, elle vise le plus souvent la protection des nationaux ou coreligionnaires, même s'il existe des exceptions à cette règle⁵.

L'intervention d'humanité, qui n'a jamais été consacrée dans un texte de droit écrit, est tolérée par le droit international plus qu'elle n'est véritablement reconnue par lui. Les exemples anciens de son emploi abondent : interventions américaines à Cuba (1898), en République Dominicaine (1965), à la Grenade (1983), interventions belges au Congo (1960) ou française en République Centrafricaine (1979).

Lorsqu'elle a été invoquée, elle n'a généralement pas donné lieu à une condamnation de la majeure partie de la communauté internationale, même s'il est arrivé qu'elle entraîne des protestations véhémentes de tel ou tel Etat. Elle n'a pas fait non plus l'objet d'un consensus suffisant pour que ce soit dégagée une *opinio juris*⁶ qui permette d'affirmer la licéité de cette forme d'intervention. De fait, elle peut facilement déboucher sur des abus⁷ et être employée sous des prétextes fallacieux de secours à des personnes en détresse.

Une pratique d'un emploi limité

Toutefois, pour limiter ces abus, la doctrine s'accorde à penser que l'intervention d'humanité n'est envisageable en droit international que si elle répond au minimum à des conditions précises, tant dans son déclenchement que dans son exercice.

Tout d'abord, impliquant le recours à des moyens exceptionnels, elle doit répondre à une situation elle-même exceptionnelle, caractérisée par la multiplication d'atteintes très graves au droit humanitaire ou de crimes particulièrement odieux, tels ceux passibles de la répression exercée directement contre des individus par des juridictions pénales internationales : génocide, crime contre l'humanité, crime de guerre. Tel fut le cas au Kosovo. Il doit donc s'agir d'une méconnaissance manifeste des règles fondamentales, protectrices des droits les plus élémentaires des individus, et établies dans l'intérêt général de la communauté internationale.

Ensuite, il faut qu'il y ait urgence absolue et que la carence grave, sinon la complicité passive ou active, de l'Etat sur le territoire duquel se produisent ces violations du droit humanitaire, mette en danger la vie d'individus ou de groupes d'individus.

Enfin, il ne doit pas y avoir d'autre possibilité d'agir, ni exister des moyens alternatifs, sauf à prendre le risque de voir commettre l'irréparable⁸...

En revanche, il n'est certainement pas indispensable que des nationaux de l'Etat qui recourt à *l'intervention d'humanité* soient en cause dans la situation visée : l'action peut en effet tendre à la protection des ressortissants de l'Etat qui est l'objet de l'intervention elle-même. Même si l'on peut considérer qu'une *intervention d'humanité* a des fondements juridiques plus solides quand elle vise à protéger des nationaux de l'Etat intervenant. Quant aux modalités de *l'intervention d'humanité*, il va de soi qu'elle devra ne pas aller au-delà du strict nécessaire pour atteindre l'objectif fixé, respectant ainsi le principe de proportionnalité ou d'adéquation. Une telle règle serait donc reconnue si le recours à la force avait pour but non seulement de sauver des vies humaines mais encore d'obtenir le renversement du régime en place. Les mesures en cause devant revêtir un caractère provisoire.

Ainsi, dans une telle approche, les Etats intervenants ne défendent plus leur intérêt propre, mais un intérêt plus large, conforme aux buts et principes de la Charte. En d'autres termes, *l'intervention d'humanité* viserait à faire

⁶ «La condition du droit», une pratique acceptée comme étant le droit.

⁷ Les Etats-Unis ont ainsi invoqué en 1983 ce principe lors de leur débarquement dans l'île de Grenade ; ils avaient fait de même en 1965, lors de leurs opérations à Saint-Domingue.

⁸ On songe ici non seulement au refus par l'Etat visé par une telle intervention de toute offre de négociation ou de toute formule de compromis, ce qui rend les modes traditionnels de règlement pacifique des différends inadaptés ou vains, mais encore à la paralysie du Conseil de Sécurité du fait de l'exercice ou de la menace d'exercice du droit de veto par un membre permanent, laquelle l'empêchera d'exercer les responsabilités qui sont les siennes.

respecter non pas des règles mettant en cause les intérêts propres d'un Etat dans le cadre de relations bilatérales, mais des règles établies dans l'intérêt général de la communauté internationale.

Une licéité sous conditions

Toutefois, la Charte de l'ONU contient deux séries de dispositions qui constituent autant d'obstacles juridiques que *l'intervention d'humanité* se doit de surmonter si on entend démontrer sa licéité en droit international. Le premier obstacle est tiré de la Charte qui prohibe les interventions «dans des affaires qui relèvent essentiellement de la compétence nationale d'un Etat⁹». Cet argument est d'ailleurs souvent mis en avant par des Etats plus soucieux du respect de la souveraineté nationale que de celui des droits de l'homme jouant en définitive contre eux-mêmes. A ce titre cet argument a longtemps été avancé par les pays de l'ex-camp socialiste. La doctrine s'accorde néanmoins à penser qu'il n'est plus sérieusement soutenable aujourd'hui de prétendre que des atteintes fondamentales au droit humanitaire relèvent des affaires intérieures de l'Etat.

Le deuxième obstacle réside dans le fait qu'il s'agit de savoir si une *intervention d'humanité*, surtout lorsqu'elle implique le recours à la force armée sur une grande échelle -comme cela s'est passé au Kosovo- et qu'elle entraîne des actes qui dans un autre contexte pourraient être qualifiés d'agression, peut être jugée compatible avec le principe selon lequel «les membres de l'ONU s'abstiennent, dans leur relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre

l'intégrité territoriale, ou l'indépendance politique de tout Etat, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies¹⁰». Certes on peut faire valoir que cette disposition régleme l'usage de la force plus qu'elle ne l'interdit et que *l'intervention d'humanité* dans ce cas n'est pas contraire aux buts des Nations Unies lorsqu'elle répond à un intérêt commun. Mais cette interprétation n'est pas évidente¹¹.

On le constate, le droit international public n'apporte pas vraiment de réponse claire à la question de savoir si une *intervention d'humanité* impliquant le recours à la force armée sur une grande échelle contre un Etat qui, par sa carence ou sa complicité, active ou passive, laisse se perpétrer sur son territoire des crimes très graves y compris contre sa propre population, est licite ou non.

En effet, aujourd'hui comme hier, un fait s'impose, il n'y a là, ni obligation, ni droit, mais seulement une possibilité laissée à l'entière appréciation politique et stratégique des Etats -notamment et surtout des plus puissants- qui trouvera à s'appliquer avec l'autorisation expresse du Conseil de sécurité de l'ONU¹².

A cet égard, bon nombre d'Etats n'ont pas oublié que le concept *d'intervention d'humanité* a été invoqué au XIX^{ème} siècle par les grandes puissances européennes au nom de la civilisation et du droit naturel pour justifier la colonisation, et ils ne sont certainement pas prêts à admettre que les pays occidentaux puissent aujourd'hui à nouveau l'invoquer à leur rencontre au nom de la protection des droits de l'homme et du respect du droit humanitaire ♦

⁹ Article 2 - paragraphe 7 de la Charte de l'ONU.

¹⁰ Article 2 - paragraphe 4 de la Charte de l'ONU.

¹¹ Si l'on considère que l'expression «de toute autre manière», laisse entendre qu'une atteinte à l'intégrité territoriale et/ou à la souveraineté d'un Etat est ipso facto contraire aux buts des Nations Unies.

¹² Chapitre 7 de la Charte de l'ONU.

LA CRISE DE BIH SUR L'HORIZON STRATEGIQUE DE L'ESPAGNE

par le *Commandant (ESP) IZQUIERDO*

stagiaire espagnol de la 113^{ème} promotion du CSEM

La chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, n'a pas seulement surpris les téléspectateurs du monde entier, mais aussi les organisateurs de l'Aspin Institute¹ qui, ce même jour, avaient réuni des membres de la communauté stratégique internationale autour du séminaire intitulé "La guerre froide : les vingt prochaines années".

C'est un signe des temps. Alors que certains analystes annonçaient pour la fin du XX^{ème} siècle le commencement d'un nouvel ordre international moins dangereux, la désintégration de l'Union soviétique laisse apparaître une instabilité qui brise les espoirs des prophètes de la paix. Quel que soit l'avenir, la définition des outils militaires qui doivent faire face aux nouveaux risques est de la responsabilité du politique. Cependant, le concours des militaires est essentiel au niveau stratégique. Leur expérience opérationnelle se révèle en effet un facteur décisionnel incontournable. Avant de s'intéresser au débat qui a surgi au sein des forces armées espagnoles, pour orienter la réforme, il est indispensable, d'étudier le contexte dans lequel il est apparu, en insistant sur les leçons tirées de la crise balkanique.

L'ENVIRONNEMENT STRATEGIQUE

Evidemment, dix ans après la chute du mur de Berlin, l'environnement stratégique a évolué, mais le changement le plus important s'est produit au niveau de sa perception.



Aujourd'hui les phénomènes suivants caractérisent l'ordre international :

1/ La **globalisation**, liée au développement des nouvelles technologies et dont les effets se font sentir surtout dans le domaine de l'économie et de la communication, ce qui induit un sentiment d'accélération historique des événements,

2/ la **nucléarisation** : les armes atomiques ne peuvent pas se «désinventer», la dissuasion qui a conditionné l'ordre bipolaire doit s'adapter au nouveau système qui régit les relations internationales. La prolifération horizontale des armements nucléaires apparaît comme un risque majeur nouveau, différent de la course aux armements à laquelle se livraient auparavant les superpuissances,

INFLUENCE OF THE BIH CRISIS OF THE SPANISH STRATEGIC HORIZON

The collapse of the Berlin Wall on November 9th, 1989, did not only surprised TV viewers of the world, but also organisers of the Aspin Institute, who on this very same day organised an international convention on the topic of the "Cold War in the next twenty years" gathering members of the world strategic community.

What ever the future may be, the definition of military tools to face rising threats is incumbent to governments. However, the support of commanders is essential at strategic level. Their operational experience is a significant factor for decision making. Before addressing the debate going on within the Spanish Armed Forces, it is significant to study the context in which it appeared thus stressing the lessons learned from the Balkan crisis.

¹ L'Aspin Institute est un des plus prestigieux "Think Tank" aux Etats-Unis et il a organisé régulièrement des séminaires stratégiques de grande actualité.

- 3/ les **nouvelles formes de criminalité** (le narcotrafic, le terrorisme, le blanchiment d'argent, les délits informatiques,...) échappent à la dynamique conventionnelle antérieure pour entrer dans un cadre exigeant des Etats la préparation de nouveaux vecteurs stratégiques,
- 4/ la **consolidation des Etats-Unis** comme la seule superpuissance militaire est un fait indubitable. Cependant la volonté d'emploi de ses capacités - toujours liée à sa politique interne - ouvre quelques interrogations qui peuvent altérer la stabilité occidentale,
- 5/ l'**incertitude** présente dans l'univers de la physique quantique, malgré les efforts des scientifiques, et dans l'horizon psychologique. Cette incertitude face à l'avenir est générée par la complexité de la nouvelle situation internationale.

LE CADRE NATIONAL

Concernant l'Espagne, ce processus a une incidence notable due à la profondeur des changements survenus et au système politique interne très sensible à la situation internationale. Durant la période antérieure, malgré quelques réticences liées à l'évolution politique de l'Espagne, les problèmes du chômage et le terrorisme basque, la consolidation de la transition politique s'est caractérisée par l'enracinement des valeurs de l'Etat de Droit, social et démocratique, par les principes de l'économie de libre marché et par la soumission du pouvoir militaire au pouvoir politique issu d'élections constitutionnelles. A cela s'ajoute le désir croissant de l'Espagne de prendre une part active aux débats internationaux et donc de sortir de sa situation précédente d'isolement. La prise d'initiatives sur les plans diplomatiques, économiques, culturels et surtout la participation de l'armée espagnole aux opérations de maintien de la paix

sont là pour en témoigner. Le processus de modernisation des structures nationales exige aussi la réorganisation des forces armées. Cette réforme est conduite fondamentalement dans trois domaines : la planification, l'organisation et l'équipement. Concernant la planification, le Plan stratégique interarmées s'appuie sur un nouveau concept qui considère le territoire espagnol comme un espace unique et permet un emploi plus souple des forces et un dimensionnement plus équilibré des armées. Quant à l'organisation, la réforme organique se fonde sur une réduction drastique des effectifs et sur la création de structures de forces et de commandement qui permettent à l'Espagne de s'intégrer dans les différentes organisations de défense occidentales. Enfin, la rénovation des matériels militaires tend à augmenter l'efficacité des unités en incorporant des systèmes d'armes de la dernière génération, et à faciliter la projection des forces et l'interopérabilité que demandent les accords internationaux signés par le gouvernement espagnol, tout en favorisant les initiatives d'intégration de l'industrie de défense européenne.

LA CRISE BALKANIQUE

La guerre de Bosnie-Herzégovine a touché l'Europe au moment précis où son potentiel économique annonçait une intégration politique et militaire. D'une part, le conflit balkanique a remis en question l'efficacité opérative de certaines organisations politiques (ONU, UEO...) qui apparaissent comme des êtres abstraits du droit international et dont le pouvoir se réduit au pouvoir de chaque Etat. D'autre part, cette crise a renforcé le "*leaderships*" américain et sa présence en Europe, en même temps qu'elle a validé les principes géopolitiques traditionnels et le péril propre aux nationalismes politiques et religieux.

Face à ces événements, l'effet CNN a permis au gouvernement espagnol de s'aligner sur les initiatives des Nations unies, de l'UEO et de l'OTAN et à ses forces armées de participer aux missions de paix (UNPROFOR, IFOR, SFOR et KFOR). Les plus importants dividendes de cette attitude se sont manifestés dans le cadre international, avec la présence de dirigeants espagnols à des postes de haut niveau, compensant le sacrifice militaire. Sur le plan intérieur, l'image des forces armées, qui demeurait négative pendant la période de transition, s'est améliorée : aujourd'hui, l'armée est la deuxième institution préférée de l'opinion publique, la première restant la Couronne.

LE DEBAT INTERNE

Les leçons tirées de la participation des forces armées espagnoles au conflit balkanique sont l'objet d'un débat d'experts et ont des conséquences aux niveaux stratégique, opératif et tactique. C'est dans l'ordre stratégique - domaine de l'intelligence et de la distance - que le processus dialectique présente certaines manifestations contradictoires. En premier lieu, on constate le début d'une évolution caractérisée par la transformation des vecteurs : les relations de pouvoir ne se conçoivent plus seulement en termes de puissance militaire mais intègrent d'autres facteurs plus subtils et plus difficiles à évaluer. En deuxième lieu, le recours à l'usage des forces armées ne peut plus se justifier par une menace connue, telle celle de l'URSS pendant la guerre froide, mais par la perception collective d'une cause juste : aide humanitaire, lutte contre le génocide, etc... Mais, cette tendance interventioniste s'oppose aux contraintes imposées à la force : zéro mort de chaque côté, pas de dommages collatéraux et la réduction des délais. Grâce aux médias, une nouvelle moralité est en train

de conditionner la guerre, bien que le torrent d'informations, charrie de plus en plus de sang.

D'ailleurs, l'effet CNN et les performances des systèmes d'information et de commandement conditionnent les niveaux classiques de conduite de la guerre, permettant l'ingérence du politique aux niveaux opératif et tactique inclus. Finalement, le débat à propos de la souveraineté est le point clé des progrès d'intégration multinationale, car les intérêts stratégiques de la plupart des Etats doivent se soumettre aux intérêts des plus forts. Par conséquent, la décision de l'emploi des forces armées peut dépasser le cadre national proprement dit. Enfin, l'un des effets de la globalisation est la création de deux pôles opposés : l'un, riche et intégré, monopolise la faculté de décision et la légitimité des valeurs, l'autre, toujours pauvre et marginalisé, ne possède aucune capacité de convaincre.

Quant à la stratégie génétique, elle reste liée à la base industrielle de chaque pays, et, malgré la dynamique du secteur, il est nécessaire d'accroître les capacités de projection des forces et de C4I, de créer une interface qui optimise la participation des industries nationales dans ce type d'opérations et de préparer des stocks plus réalistes que ceux obtenus en planification théorique. Enfin, il est indispensable d'établir une structure de contrôle des mouvements adaptée aux requêtes de l'organisation multinationale cadre. Au niveau opératif - domaine de l'imprécision politico-militaire - la crise de BiH souligne quelques tendances, non exemptes de débat. Les opérations de maintien de la paix ont une dimension multinationale, avant d'être interarmées.

Il n'y a pas de doute par rapport à la planification et au SIC², mais l'exécution

² Système d'information et de commandement.

de plus en plus indépendante : terrestre, aérienne ou maritime. En outre, les actions plus communes - contrôle de zone et maîtrise de la violence - favorisent la composante terrestre, en particulier les unités légères au détriment des unités lourdes, ce qui peut troubler sur le plan politique le nécessaire équilibre des forces armées d'un pays moyen comme l'Espagne. Dans le domaine de la planification, le travail est plus spéculatif parce que les facteurs de la décision sont plus abstraits, et, en même temps, il existe une conjonction des intérêts nationaux et multinationaux qui rend difficile le processus décisionnel et qui se manifeste plus durement à ce niveau. De plus, la multinationalité impose ses principes organiques, opératifs et logistiques afin que les structures des forces, les fonctions opératives et les concepts logistiques nationaux s'intègrent dans les modèles de la nation leader.

Pour éviter la soumission absolue de la doctrine aux directives étrangères et conserver quelques signes d'identité certains experts ont proposé la création d'unités, spécifiques pour ces opérations, mais les restrictions budgétaires et la réduction des effectifs empêchent la réalisation de cette proposition. Cependant, plusieurs problèmes logistiques pourraient se résoudre, à bas coût, en adaptant les outils juridiques qui facilitent l'exploitation des recours hors du territoire national et les SOP³ qui améliorent les fonctions logistiques. Aujourd'hui ces problèmes sont avant tout liés à la lourdeur bureaucratique et non plus à une affaire de transport.

Etant donnée la disparition d'une menace extérieure clairement identifiée, mettant en danger la survie nationale, la politique de défense doit intégrer les principes moraux et les perceptions fonctionnalistes à caractère

pragmatique, qui conditionnent maintenant les relations entre le peuple, les responsables politiques et les forces armées. Dans ce domaine, la manifestation psychologique la plus claire est le consensus autour de la professionnalisation des militaires du rang, tous les cadres étant déjà des militaires de carrière. Mais la mise en oeuvre d'une décision politique de ce type a de telles implications qu'elle ne peut se faire à la légère. Tous les défauts de planification, de préparation et de communication seront perceptibles au moment précis où les dommages seront irréparables.

L'écart entre le taux théorique de recrutement et le contingent réel est une bonne source d'information qui permettra d'évaluer ce consensus et les décalages par rapport au modèle prévu. Et, en ce qui concerne ce projet, les opérations extérieures finissent par imposer une dure preuve aux militaires d'une armée professionnelle réduite qu'on ne peut pas oublier. Il faut étudier au niveau opératif la fragilité de la mentalité occidentale et ses multiples contradictions, parce que l'adversaire exploitera ces vulnérabilités et refusera le combat conventionnel pour privilégier des scénarii plus difficiles (zone urbaine, montagne, jungle.... Cet effet de bascule ne doit pas surprendre les planificateurs et les moyens opératifs doivent être préparés. Le débat entre les partisans des unités polyvalentes et des unités spécifiques ne fait que commencer.

Au niveau tactique - domaine de la technique et du cœur - les conséquences sont plus claires. L'absence d'un combat de haute intensité et la prédominance des actions de contrôle de zone et de maîtrise de la violence obligent les états-majors et la troupe à s'adapter à ces situations pour lesquelles

³ Standard operating procedures.

l'entraînement traditionnel ne les avait pas préparés. De plus, chaque mission pose les questions du type de déploiement, concentré ou dispersé, de l'attitude face à la population et de la composition des groupements opératifs. L'Espagne privilégie l'emploi alternatif de toutes les unités disponibles et l'installation de sites sur toute la zone de responsabilité. Mais, ce type de déploiement peut être la source d'un surcoût financier non négligeable si les accords signés avec la nation hôte sont imprécis dans ce domaine ou mal appliqués.

Les opérations de maintien de la paix ont favorisé l'emploi d'unités du génie et d'unités légères, notamment de montagne et de gendarmerie ; elles ont également accéléré la consolidation de certaines fonctions opérationnelles, comme le renseignement et les affaires civilo-militaires qui occupent une place primordiale. Cependant, les leçons apprises dans le conflit balkanique doivent s'évaluer en leur juste mesure, sans extrapoler directement les conclusions pour d'autres scénarii.

Dans le domaine de la logistique, les facteurs de planification, la disponibilité des moyens et les principes d'exécution ont changé. La réduction des consommations de munitions et les priorités d'évacuation des blessés vers le territoire national exigent une redéfinition des fonctions logistiques qui devra s'appuyer sur l'expérience accumulée. La capacité de transport et le caractère de la menace permettent une redistribution plus efficace des stocks. Pour l'optimisation de l'appui logistique, la présence à tous les

niveaux de commandements logistiques, la connaissance des procédures multinationales et la mise en œuvre des concepts de «nation pilote» ou de «nation spécialisée» est devenue nécessaire.

Dans le nouvel environnement stratégique, les pays les plus développés ont assisté à une disparition progressive de la menace, mais il persiste une panoplie de risques qui exigent d'adapter les forces armées. L'ordre bipolaire, stable mais injuste, laisse la place à une multitude de menaces que les organisations internationales se doivent de prévenir. On constate le début d'un nouveau stade stratégique, dont les implications opératives et tactiques sont importantes pour les puissances moyennes.

L'Espagne a commencé une adaptation de ses outils, marqué d'un fort esprit politique, mais la crise de Bosnie-Herzégovine apparaît comme un défi aux planificateurs. Bien qu'il n'y ait pas de doute quant aux bénéfices qu'en ont tiré les forces armées en terme d'image, de nombreuses interrogations subsistent, notamment en ce qui concerne la modernisation de l'outil militaire. L'intégration de tous les niveaux de commandement qui a caractérisé les dernières actions multinationales a permis de tirer des conclusions précises sur la participation des forces armées aux opérations extérieures et aussi de corriger le projet de modernisation de l'armée espagnole. Il faut cependant garder en mémoire que les enseignements des opérations dans les Balkans ne sont pas valables pour d'autres scénarii ♦

ENJEUX ET LIMITES DE LA REFORME DOCTRINALE DE L'ARMEE DE TERRE

*par le chef de bataillon MARCHAND
de la 113^{ème} promotion du CSEM*

La refondation structurelle de notre Armée de terre s'accompagne à l'évidence d'un ambitieux renouveau doctrinal. Pour s'en convaincre il n'y a qu'à observer l'effort consacré par l'Armée de terre à la construction d'une structure de réflexion capable de "penser une guerre" qui prend depuis une dizaine d'années des formes nouvelles et originales. La guerre froide et nucléaire avait, il faut l'avouer, quelque peu congelé la pensée militaire dans une doctrine d'emploi assez monolithique où chacun pouvait trouver, du moins en terme de réflexion, un refuge rassurant.



Il nous faut désormais, et c'est une évidence de le dire, gérer l'incertitude qui sert de cadre à nos engagements actuels. Incertitude quant à un adversaire multiforme et souvent non conventionnel, inconnue d'une zone d'engagement qui couvre les franges lointaines de nos "intérêts", hypothèques et contraintes d'opérations multinationales aux objectifs peu précis... Tout ceci concourt à rendre le challenge doctrinal encore plus exigeant puisqu'il s'agit de bâtir à partir de scénarii très diversifiés et d'une armée plus ramassée, un corpus cohérent de principes et de règles organisant le fonctionnement et l'emploi de "l'outil Armée de terre" au contact des réalités de son époque. Ayant découvert au cours des cinq mois de formation du CSEM l'étendue et la portée de ces investigations, il m'est apparu intéressant de formuler en fin de scolarité une opinion sur ce délicat sujet. Cette appréciation ne saurait revêtir un caractère péremptoire. Elle se veut modestement le fruit d'un certain nombre d'impressions, d'échanges et de dialogues qui ont pu s'accumuler au cours du stage.

L'élaboration d'une doctrine est avant tout une activité intellectuelle qui, comme toute pensée, reste fortement soumise aux influences culturelles du moment. Pourtant elle a principalement une fonction d'anticipation, puisqu'il s'agit de préparer les forces aux engagements qui les attendent. Par là même, elle doit tenter de s'affranchir des modes et des habitudes, si elle veut prétendre comprendre les évolutions et imaginer des solutions.

Le paysage doctrinal aujourd'hui traduit parfaitement cette contradiction théorique. D'un côté l'on voit bien émerger une impulsion nouvelle, traduisant une prise de conscience d'une mutation profonde de la nature et de la portée des guerres et crises modernes.

STAKES AND LIMITS OF THE DOCTRINAL REFORM OF THE ARMY

The restructuring of the French Army obviously goes with an ambitious doctrinal renewal. Now, we have to "manage uncertainty", which constitutes the framework of most of our commitments. Uncertainty stems from the nature of multiform, often non conventional, adversaries, unknown action spaces on the far fringes of our interests and constraints set by unclear objectives of multinational operations. All this contribute to the hardening of the doctrinal challenge i.e. the downsized Fench Army must define highly diversified scenarios including a corpus of consistent principles and rules for its functioning and employment in contact with reality.

Au contact des réalités l'Armée de terre s'engage dans un chantier immense dont on perçoit seulement les enjeux sans en connaître encore les plans. La logique vectorielle, qui n'exprime encore aujourd'hui qu'une piste de réflexion, se propose d'en être le cœur. De l'autre on constate malheureusement que le poids d'un conditionnement intellectuel hérité du passé limite l'ampleur et le rythme de ce projet. En effet il ne s'agit pas seulement de penser plus loin, mais de penser différemment.

Il semble qu'à l'heure actuelle le travail doctrinal réalisé reste trop fortement conditionné par ces pesanteurs. Outre les discordances que cela peut induire entre le discours affiché et les documents effectivement produits, cet état de fait génère un évident décalage entre les besoins exprimés par les forces et les outils doctrinaux qui sont mis à leur disposition.

L'objet de cet article est donc de tenter de décrire cette situation en mettant en parallèle les enjeux de cette réforme et les limites culturelles qui entravent aujourd'hui son développement. Cette description tentera de couvrir notre paysage doctrinal envisagée successivement comme un champ de réflexion, comme une méthode d'analyse puis comme l'expression d'une forme d'esprit.

INTERROGATION SUR LA VALIDITE DU CHAMP D'ETUDE DOCTRINAL

◆ Faut-il principalement réfléchir aux actions de coercition ?

Lorsque l'on observe très globalement la production doctrinale de l'Armée de terre, force est de constater que la réflexion reste fortement marquée par des schémas et des réflexes qui expriment un état d'esprit fortement conditionné par une logique de

coercition, prolongement naturel d'une pensée de guerre froide. Dans ce cadre la technologie est bien souvent envisagée comme un recours essentiel, puisqu'elle permet en période de disette budgétaire, de rétablir un rapport de force qualitatif apparemment sécurisant.

Paradoxalement, les unités ne connaissent depuis une dizaine d'années que l'autre volet des engagements opérationnels c'est-à-dire les actions de maîtrise de la violence. Il est vrai qu'il est nécessaire de se préparer au pire. Mais ce dernier n'est pas certain, comme en témoignent les principales projections stratégiques qui ne détectent pas de signe avant coureur de résurgence d'une menace majeure avant quelques décennies.

◆ Nécessités d'un rééquilibrage doctrinal

Il semble donc qu'en matière de doctrine nous soyons en train de ne répondre que partiellement à la question posée, en apportant une solution technique et lointaine à un problème ayant trait principalement à la gestion quotidienne d'un environnement humain de plus en plus complexe.

Bien évidemment ce choix est délibéré. Il se fonde sur l'idée que les opérations terrestres quel que soit le contexte, obéissent à des règles constantes qu'il convient de moduler en intensité et en volume pour parer aux menaces du moment. Il suffit alors de classer sur une échelle continue les différentes formes de crises et de guerre en leur affectant un coefficient d'intensité. A partir de là il peut sembler logique de concentrer sa réflexion sur l'étage le plus extrême de cet édifice. C'est ainsi que surgit, pleine de bon sens et d'autorité péremptoire la formule bien connue du "qui peut le plus peut le moins".

S'il suffisait de maîtriser le combat de haute intensité pour s'imposer sans coup férir dans toutes les autres situations, l'histoire nous l'aurait appris.

Récemment encore l'armée rouge en Afghanistan et en Tchétchénie, l'armée américaine en Somalie, témoignent du contraire. Comme se plaît à le répéter nombre de nos généraux ayant eu à gérer des opérations dites de basse intensité, il existe réellement une profonde différence de nature entre les deux spectres d'opérations que nous avons identifiés. Cette différence se retrouve déjà dans la finalité opérationnelle de nos engagements. D'un côté il s'agit de créer un déséquilibre pour imposer sa volonté (action de coercition) de l'autre il s'agit de gérer un équilibre (action de maîtrise de la violence). Cette opposition n'est pas seulement une nuance sémantique ; elle conditionne toute la réflexion et innerve toute l'action.

C'est pourquoi les solutions tactiques ou techniques sont difficilement interchangeables.

Il semblerait donc logique de consentir un investissement doctrinal plus important dans ce nouveau registre qui, par sa fréquence, sa complexité et son impact médiatique, s'impose chaque jour davantage. Des sujets aussi variés que la sauvegarde, la coopération interministérielle, la gestion du milieu humain, l'adaptation du cycle décisionnel, le soutien zonal et la gestion des flux logistiques, la coordination et la synthèse du renseignement d'environnement, les postures tactiques ou la gestion de foule mériteraient d'être approfondis. Nous disposons d'ailleurs d'un formidable réservoir d'expérience qu'il serait dommage de ne pas utiliser.

◆ Exemples d'inadaptation

Au lieu de cela il semble que la recherche reste fidèle à ses penchants naturels. Les exercices proposés aux stagiaires du CSEM s'appliquent toujours à conduire des guerres très classiques dans lesquelles nos forces opposées à un ennemi recoloré conduisent des raids et des assauts violents dans lesquelles

elles perdent plus de 50 % de leur personnel. Peut-être faudrait-il chercher à habituer nos futurs décideurs à des situations moins paroxysmiques mais plus complexes en terme d'environnement. Les exercices SPECTRUM (évaluation de la portée des décisions opérationnelles dans un environnement complexe) apparaissent à cet égard comme un bon point de départ et mériteraient d'être largement développés. C'est d'ailleurs probablement dans ce type d'opération qu'il conviendrait d'expérimenter une véritable manœuvre vectorielle, trouvant dans la complexité du théâtre un cadre à la hauteur de ses ambitions et une situation adaptée à la combinaison poussée des fonctions opérationnelles.

Il en va de même pour nos PC qui se frottent régulièrement à un ennemi génériquement modifié mais encore parfaitement conventionnel. Découvrant depuis peu la taille impressionnante des structures de commandement type OTAN, nos brigades et divisions tentent de maîtriser toutes les subtilités de la planification lourde (en anglais s'il vous plaît), héritage d'une guerre froide qui semble se prolonger aujourd'hui. Il n'est pas certain que les conflits que nous connaissons aujourd'hui puissent trouver dans la rassurante rationalité d'un état major numérisé (c'est-à-dire aujourd'hui saturé d'information) autre chose qu'une lourde structure d'indécision et de paralysie. Ne faudrait-il pas plutôt tenter d'aménager des structures plus légères et des méthodes de commandement plus souples permettant de rendre aux acteurs une plus grande liberté d'action ?

Enfin les travaux conduits au sein des organismes de réflexion mettent l'accent sur la maîtrise d'opérations de haute intensité dans un environnement de haute technicité. Il en résulte une profonde fascination pour la technologie, seul outil capable d'apporter une

réponse satisfaisante à la complexité croissante du champ de bataille. Mais la simulation comme la numérisation ne sont pas des fins en elles-mêmes. Elles doivent être replacées au service de la manœuvre et ne pas constituer en elles même une avancée doctrinale. De plus la supériorité technologique prônée par les Américains se conçoit bien dans le registre des conflits dits symétriques. Mais dans la plupart des cas, nous sommes confrontés à des oppositions d'une autre nature, dans lesquelles la supériorité morale est bien souvent le facteur clé du succès. Ainsi, si tant est que l'on puisse escompter de ces nouveaux outils une plus value opérationnelle capable de contrebalancer une faiblesse de plus en plus dramatique de nos moyens de combat, une solution technique ne saurait convenir à des opérations dans lesquelles la dimension humaine semble prépondérante et difficilement modélisable.

* *

L'actualité de nos engagements traduit, que nous le voulions ou non, une profonde évolution de la nature de la guerre. Cette réalité devrait nous contraindre à rééquilibrer notre prospection doctrinale dans la mesure où chaque type de conflit appelle des solutions différenciées. De plus il me semble que la fréquence et la densité de nos engagements en basse intensité nous contraignent à définir rapidement des règles et des procédures précises, afin de pouvoir préparer au plus tôt nos unités et nos chefs aux réalités de notre époque.

INTERROGATION SUR LA VALIDITE DE LA METHODE DOCTRINALE

◆ Faut-il privilégier la prospection ou le retour d'expérience ?

Si la doctrine a pour finalité de préparer les engagements de demain, elle a aussi pour

rôle d'organiser ceux d'aujourd'hui. Aussi toute institution à vocation doctrinale doit naviguer entre une approche prospective visant à imaginer les moyens de faire face aux menaces à long terme et une approche plus pragmatique cherchant à affiner les principes et les règles existants, en y intégrant au fur et à mesure qu'elles se présentent, les expériences de nos engagements actuels.

◆ Limites de l'approche prospective

Il me semble qu'aujourd'hui notre doctrine développe de manière assez ambitieuse une approche résolument prospective, alors que très paradoxalement l'accélération exponentielle du champ des sciences et des techniques rend de plus en plus délicate toute tentative d'extrapolation. En d'autres termes, constatant que la masse de connaissances acquises double désormais à chaque génération, comment peut-on prétendre anticiper l'organisation de structures lourdes, s'établissant par nature plus sur l'expérience que sur l'innovation ?

Bien sûr, il ne s'agit pas de science fiction, mais simplement de la projection logique à long terme de tendances inéluctables. Pour autant il faut bien reconnaître que personne n'a pu prédire il y a quinze ans la révolution numérique et le règne du réseau. Faute de prospective éclairée nous en sommes réduits comme les autres à nous y adapter au plus vite.

Bien sûr il est également important de pouvoir mieux maîtriser les besoins à long terme de nos forces, de façon à anticiper convenablement les lourds programmes d'équipement dont nous avons la responsabilité. Là encore il est clair que personne n'ayant pu deviner la brusque disparition de l'URSS, nous en sommes aujourd'hui à devoir gérer des matériels haut de gamme n'ayant plus véritablement d'emploi adapté à leurs capacités. Le programme LECLERC s'est

réduit comme une peau de chagrin et nos hélicoptères antichars TIGRE sont abandonnés faute d'adversaire à leur mesure. Bien sûr, il convient enfin d'imaginer la façon de penser la guerre de demain car plus qu'une confrontation de forces la guerre reste une confrontation d'intelligences. Mais dans ce registre il n'y a qu'à observer l'écart culturel qui existe entre nous et nos enfants pour se persuader que les modes de pensées évoluent au moins aussi vite que les technologies qui les structurent. Dans ces conditions "penser la pensée" de demain ne présente pas grande chance de succès.

Tout ceci milite fortement pour relativiser le poids et la pertinence des analyses prospectives au bénéfice d'une approche plus pragmatique. Il semble en effet que dans des phases d'accélération des sciences et des techniques, il vaille mieux tenter de développer ses capacités réactives (adaptation très pragmatique au milieu) que de se rassurer en prétendant pouvoir comprendre et maîtriser ce qui, par construction nous échappe. L'intégration de la technologie GPS dans la manœuvre tactique et logistique s'est faite très naturellement à partir de la guerre du Golfe sans pour autant avoir été théorisée en amont. Elle a permis à des esprits imaginatifs, mis en situation, de trouver des applications intelligentes à ce nouvel outil. La numérisation devrait suivre le même chemin. Il s'agit moins de tenter d'imaginer aujourd'hui l'utilisation de cet outil à un horizon de vingt ans, que de former des esprits capables d'intégrer ces technologies émergentes aux principes immuables de la manœuvre et du commandement.

◆ Avantages du retour d'expérience

Parallèlement, nous avons grandement besoin de développer notre réflexion sur nos engagements actuels. Pour cela il semble que nous devions réaliser des progrès substantiels

dans l'organisation du retour d'expérience, qui reste la forme la plus simple et la plus efficace d'adaptation aux réalités. Cette méthode que nos camarades anglo-saxons pratiquent depuis toujours, ne se limite pas à une simple compilation de données permettant d'aménager ça et là des procédures et des structures. Elle donne surtout les moyens de mettre en perspective des tendances avérées qui pourront servir à orienter de manière pragmatique l'évolution de notre doctrine. Elle permet par conséquent de mieux comprendre la guerre sans risquer de manquer une mutation ou un virage qu'une prospective trop large ne pourra évidemment pas anticiper. En outre, s'appuyant sur le socle d'une expérience collective, la lente mutation qu'elle génère garantit également un minimum de stabilité à une institution lourde, qui ne peut correctement fonctionner que dans une certaine continuité. Elle permet enfin de tirer profit de toutes les expériences et d'établir un dialogue plus soutenu entre les forces et les théoriciens. Cette démarche commence timidement à émerger et un certain nombre de projets visant à trier et à analyser une masse croissante d'informations et d'impressions commencent à voir le jour. Il conviendrait cependant d'accélérer le développement de ces projets en y accordant les budgets et le personnel qu'ils requièrent.

Il me semble donc indispensable de réorienter la réflexion doctrinale vers une approche plus pragmatique qui loin de sous-estimer les capacités des technologies émergentes, les placera au service d'une doctrine plus fiable. La manœuvre vectorielle ne doit donc pas chercher à s'établir principalement dans le monde virtuel et hypothétique de la numérisation absolue -qui permettrait la connaissance en temps réel des potentiels et des capacités amis mais aussi ennemis-, mais elle devrait plutôt tenter d'expérimenter ses principes à un horizon moins ambitieux, plus en phase avec les réalités techniques et culturelles de notre époque.

INTERROGATION SUR L'AUTONOMIE D'UNE PENSEE DOCTRINALE FRANCAISE

Plus nous nous engageons dans la voie de l'interopérabilité et de la "mutualisation" de nos systèmes de forces, plus nous aspirons à conserver une indépendance d'esprit et une originalité dans notre manière d'aborder les problèmes de défense. Cette ambiguïté provient d'un décalage flagrant entre une ambition légitime à penser par nous même et une indigence marquée de la pensée militaire.

◆ Ambitions d'une autonomie de pensée

Elle prend tout d'abord racine dans un fond culturel très français et dans une vieille tradition souverainiste, qui devait trouver son apogée avec la vision gaullienne d'une France autosuffisante, tant en matière d'armement qu'en matière de doctrine (la position française dans le jeu des puissances nucléaires en était le meilleur exemple). Aujourd'hui cette originalité ressort d'autant mieux que la multinationalité de nos engagements nous confronte à un modèle anglo-saxon prédominant, modèle qui correspond peu à nos traditions culturelles et à nos schémas mentaux.

Mais cette originalité se justifie également en raison d'une compétence particulière. Il est vrai que notre approche des problèmes militaires et notre expérience en la matière nous confèrent une certaine expertise que nos alliés nous reconnaissent volontiers. L'initiative que donne à tout chef l'impulsion d'un effet majeur permet de développer chez nos officiers le sens de la synthèse, l'habitude du choix courageux et le développement d'une culture de subsidiarité permettant à chacun d'apporter toute sa personnalité et son imagination au profit d'une œuvre commune. Nos grands frères américains nous recon-

naissent d'ailleurs l'exclusivité de certains savoir faire qui ne peuvent facilement s'exprimer dans la lourde et méticuleuse planification qui leur sert de viatique. Dans les crises que nous connaissons actuellement, l'esprit français dispose donc probablement de nombreux atouts qu'il serait dommage d'échanger contre des recettes qui ne nous correspondent pas. Il semble en effet que la gestion de la complexité nécessite des repères généraux et un large champ d'initiative, plutôt qu'une planification précise et un commandement écrasé.

Enfin cette autonomie est un enjeu de première importance au moment où nous abordons le virage de la défense européenne car notre originalité doctrinale pourra certainement nous aider à faire valoir une option plus autonome et plus "européenne" dans la résolution des crises. L'esprit latin, conceptuel et éclairé, pourrait alors venir concurrencer et compléter le pragmatisme anglo-saxon dominant.

Tout nous incite donc à conserver et à entretenir une relative indépendance d'esprit et à faire valoir cette originalité dans des structures multinationales que nous apprenons peu à peu à maîtriser. Bien évidemment, l'interopérabilité nous contraint à nous standardiser dans des procédures étrangères. Mais rien ne nous empêche de faire transpirer le "génie français" dans la langue de Shakespeare. C'est probablement tout l'enjeu d'un tel challenge.

◆ Limites de notre pensée doctrinale

Mais la forme d'esprit ne saurait être confondue avec la réalité de la pensée. En effet cette autonomie doctrinale française semble très relative dans la mesure où elle ne peut s'appuyer ni sur une expérience du travail prospectif ni sur un fond culturel et historique suffisant.

Tout d'abord, le concept d'une dissuasion nucléaire indépendante aura certes préservé nos esprits des scories otaniennes, mais dans le même temps elle aura castré toute velléité des militaires à participer intensément à son entretien et à envisager sa succession. D'essence politique et fondée sur un consensus national, cette dissuasion a interdit pendant près de quarante ans, toute remise en cause et tout commentaire. En guise d'illustration, comment ne pas relever le manque absolu de doctrine d'emploi de la FAR pour ce qui concerne ses engagements hors métropole ?

Il en résulte aujourd'hui une profonde dépendance du monde militaire vis-à-vis de la sphère politique, une culture de l'omniscience du chef suprême, seul capable d'évaluer la portée réelle de ses actes, une confiance absolue en une hiérarchie qui aura nécessairement tout prévu et enfin une absence profonde de dialogue et d'échange à tous les niveaux. Au moment où s'ouvrent de nouveaux horizons de réflexion tout ceci ne porte pas vraiment nos esprits au courage intellectuel et à la joute conceptuelle.

Cette conclusion n'est pas vraiment une nouveauté et le plus étonnant, c'est qu'elle émane principalement de certaines personnalités civiles qui gravitent dans le monde de la défense et qui nous en font le reproche. L'époque où un simple colonel se permettait de développer, à contre courant, des idées originales sur le mouvement des unités blindées n'est pas très ancienne. Il serait bon, pour prétendre peser encore par la qualité de notre pensée militaire que nous puissions rétablir le cadre fertile d'un véritable forum de réflexion, indispensable à l'élaboration de toute approche prospective.

Ce manque d'habitude à la réflexion théorique pourrait aisément être comblé s'il ne se doublait d'une étonnante absence de fond. Qui n'aura pas remarqué la pauvreté des

volumes horaires consacrés dans toutes nos écoles à l'étude de l'histoire militaire et de la pensée des grands théoriciens d'hier et d'aujourd'hui ? Or chacun sait bien que c'est aussi grâce à ce référentiel qu'il nous est possible de mieux comprendre et de mieux maîtriser les crises actuelles. C'est d'ailleurs certainement la connaissance de ces "gammes" qui donne au retour d'expérience une réelle plus value. Pire encore qu'un oubli, ce pan de notre histoire et de notre métier est aujourd'hui sous-traité à d'éminents universitaires. Il semble là encore, qu'il faille reconquérir un domaine dans lequel la force de l'expérience nous donne de précieux atouts. Privée de sources d'inspirations, la pensée militaire est victime d'un appauvrissement progressif qui se traduit parfois par la production de magnifiques coquilles vides et de remarquables plagiats.

En conséquence ne doit-on pas admettre que bon nombre de nos productions doctrinales ne sont que de simples habillages de théories qui nous sont étrangères ? Peut-on blâmer quiconque en charge d'un mandat toujours urgent, de se retourner, faute de matière nationale vers une production plus élaborée, qu'il suffira de traduire en bon français –c'est-à-dire bien souvent dans un langage hautement conceptuel voire ésotérique -. Cette méthode permet tout à la fois de sauver les apparences et de contribuer par la force des choses, à renforcer l'interopérabilité avec ses principaux alliés. De là à croire que nous les amenons à notre point de vue, il n'y a qu'un pas, que notre capacité idéologique nous permettra de franchir aisément.

Cette caricature ne mérite pas d'être illustrée tant elle est grossière. Mais il me semble qu'elle doit nous mettre en garde face à l'illusion d'une pensée autonome et souveraine qui dans les faits souffre d'un manque cruel de culture. C'est sûrement un autre défi que notre doctrine doit s'efforcer de relever.

A la fin de la première guerre mondiale un constat s'imposait : la défensive et le feu décidaient du sort des armes. Alors que la motorisation naissante donnait à la guerre un formidable potentiel de vitesse et de mouvement, la France confiante en sa victoire, choisissait de privilégier une stratégie défensive organisée autour d'une ligne de fortification. Envisageant le conflit futur comme le prolongement naturel du précédent et sans prendre la peine de réfléchir aux capacités nouvelles que lui offraient ses moyens blindés et mécanisés, elle apportait une réponse technique de grande qualité à une guerre qui changeait progressivement de nature. La sanction fut sans appel.

Aujourd'hui la guerre froide a été gagnée. Cette victoire s'explique en partie par la supériorité technologique d'une alliance, organisée pour combattre dans un environnement de haute intensité. Aussi nous faut-il nous méfier d'une expérience qui pourrait nous conduire à nous projeter hardiment dans une guerre très conventionnelle, en faisant l'économie d'une simple observation des réalités. Ne sommes-nous pas enclin par commodité ou par réflexe à réfléchir une fois encore à des solutions qui apparaissent modernes, parce que reconfigurées sur des systèmes *high-tech*, mais qui dans le fond ne répondent que très partiellement aux exigences de la violence qui vient ?

Les différents paradoxes soulevés ici proviennent à l'évidence d'un découplage progressif qui s'installe dans notre Armée de terre entre la théorie et la pratique, entre la réalité quotidienne de nos forces et la sphère de la doctrine. Cette dernière me semble mal équilibrée dans ses champs d'investigation et dans sa méthode d'analyse. Par conséquent, un effort doit être consenti afin :

- de rééquilibrer nos travaux vers l'étude des actions de maîtrise de la violence,
- de privilégier le retour d'expérience,

- de réhabiliter une réelle culture militaire fondée sur le dialogue et l'étude théorique.

Grâce à cela nous serons mieux armés pour penser une guerre nouvelle, dans laquelle nous aurons un rôle et une place qui n'ont plus rien à voir avec ceux que nous connaissions jusqu'à présent. Il nous faudra apprendre à partager l'action, à négocier notre place et nos missions, à nous inscrire dans une nouvelle logique de résolution des tensions, à trouver une expertise particulière mesurable et reconnue. Cette guerre nouvelle nous la voyons se mettre en place sous nos yeux. Par habitude nous tentons de l'engorger dans le champ de nos compétences traditionnelles. Mais plus nous y sommes confrontés plus elle nous échappe. Si nous voulons rendre à nos analyses un caractère pérenne il nous faut comprendre ce virage et accepter l'inconfortable situation de l'incertitude. C'est principalement à la doctrine que revient l'honneur de défricher ce nouveau champ car c'est elle qui s'établit à la charnière entre la pensée et l'action.

L'esprit vectoriel proposé comme une nouvelle manière de penser l'action n'a-t-il pas pour ambition de servir de cadre à cette réflexion ? Mais cette notion deviendra ce que nous en ferons. Si elle se transforme sous la pression d'un conservatisme ambiant, en une manœuvre conventionnelle et numérisée pour armée compacte, elle mourra de sa belle mort sous l'effet conjugué de l'inutilité et de l'incapacité. Si en revanche elle parvient à prendre forme dans les mentalités comme une nouvelle approche de l'action militaire, elle pourra alors certainement passer à la postérité, sous un vocable probablement plus expressif.

Comme toujours, le challenge est avant tout culturel. Si nous n'avons pas le courage de nous confronter à cette réalité, nous nous réfugierons sans nous en apercevoir derrière une nouvelle ligne Maginot ♦

OBJECTIF DOCTRINE

N° 19

Novembre 2000

Directeur de la publication : général **LEBOURG**
Secrétaire du comité de rédaction : colonel **SCHMITT**
Rédacteur en chef : lieutenant **CARMES**
Traduction : lieutenant **CADET**
Maquette : cellule **RAO-PAO** du **CDES**
Impression : point d'impression du **CDES**
Tirage : 1 900 exemplaires
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1293-2671

Tous droits de reproduction réservés

CDES

OFFICIER COMMUNICATION

1, place **JOFFRE** - 75007 **PARIS**

✉ **BP 53 - 00445 ARMEES**

☎ (0)1 44 42 36 22 ou (0)1 44 42 35 91 - FAX (0)1 44 42 35 01

PNIA : 821 753 36 22 ou 821 753 35 91

Retrouvez le **CDES** sur Internet :
<http://www.cdes.terre.defense.gouv.fr>